



25 ANS D'INTERACTION

UN ANNIVERSAIRE aux couleurs de l'espérance



INTERVIEW
JEAN

**DEGUERRY** « Je me sens bien à ma place. »



DOSSIER

LOGEMENT SOCIAL Les bailleurs s'adaptent aux nouvelles lois

# 3A Assurances, aux côtés d'alfa3a depuis plus de 15 ans.



Olivier Cassan olivier.cassan@mma.fr

Vianney Eschbach vianney.eschbach@mma.fr

Châtillon-sur-Chalaronne - 04 74 55 03 42 Ambérieu en Bugey - 04 74 38 10 64 Pont d'Ain - 04 74 39 07 22



#### SOMMAIRE OCTOBRE 2019



C'est vous qui le dites
JOYEUX INTERCENTRES



Portrait pour traits
ANNE-MARIE LAURENT



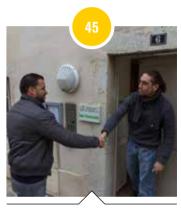
**Table ronde**Faut-il fermer les établissements?



**Comment ça marche?**Lab 01: propulseur d'interactions



Mon parcours à moi FABIENNE LYAUDET



**Dossier**LE LOGEMENT FACE AUX LOIS



Le cahier Partenaires AVEC LA MSA, UNE DÉMARCHE PARTENARIALE POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES FAMILLES



**Le cahier Partenaires** L'ADAPA FÊTE SON 60<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE AVEC LES PERCUSSIONS DE TREFFORT

#### LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

Partenaires: Adapei, ADAPA, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil départemental, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain |
Directeur de la publication: Jacques Dupoyet | Directeur de la rédaction: Alain Gilbert | Réalisation: Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse
Tél. 0474 2444 44 | Rédaction: Agnès Bureau, Alain Gilbert, Christophe Milazzo, Annick Puvilland | Création: Genaro Studio | Photographies: Sébastien Tournier, Florence Daudé |
Impression: Estimprim. Tirage: 10 000 ex. N°ISSN: 1260-528X.







## Mineurs non accompagnés

# Un protocole Préfecture-Département

n 2013. l'État a confié aux Départements l'évaluation de l'âge des jeunes migrants arri-\_ vant seuls dans l'Ain et la prise en charge des mineurs dans le cadre de la protection de l'enfance. En 2012, 23 MNA (mineurs non accompagnés) étaient ainsi accueillis dans l'Ain: en 2018, 243. Coût total (hébergement, alimentation, soins, accompagnement social et insertion): 3,1 m€ en 2016; 6,6 m€ en 2018. Face à cet accroissement du flux de



MNA. le Département joue son rôle et se félicite de la signature du nouveau protocole avec l'État, visant à créer un fichier national des ieunes migrants, permettant de limiter le « nomadisme » entre les départements de ceux non éligibles aux dispositifs.

Dans l'Ain. le Département a mis en place à Juiurieux, avec l'ADSEA, une plateforme qui accueille les MNA à leur arrivée, évalue leur minorité, leur isolement et leurs besoins (santé, français, formation...). Les jeunes déclarés mineurs (40 %) sont ensuite hébergés et accompagnés dans leurs parcours d'insertion socioprofessionnelle par Alfa3a ou l'ADSEA. Ceux déclarés majeurs (57 %) sont orientés vers le droit commun. Le doute sur l'âge (3 %) bénéficie au jeune. À partir de janvier 2020, le Département internalisera l'évaluation de la minorité.

Signé le 28 juin par Jean Deguerry, président du épartement, et Arnaud Cochet, préfet de l'Ain. accord fixe les modalités de coordination nour nieux recenser les jeunes migrants arrivant dans 'Ain et protéger les mineurs

## **Percussions de Treffort**

# 50 œuvres pour 40 bougies

naît Alain Goudard, fondateur de l'ensemble qui, depuis qua-✓ rante ans, réunit des musiciens professionnels, valides ou non. Pour fêter cet anniversaire, ils se sont attelés à l'enregistrement de 50 œuvres de 50 compositeurs qui ont marqué leur par-

cours, réparties en 9 cd dont la sortie s'échelonnera jusqu'en 2021. Le premier, édité par EMA Vinci, donne indéniablement une image d'ouverture de la musique contemporaine. « Elles ont toutes contribué à ouvrir des

répertoires et

augmenter les compétences des musiciens au fur et à mesure. Il y avait nécessité de faire connaître la musique de ces compositeurs mais aussi de montrer que, par le travail accompli tout au long de ces années, tous les musiciens des Percussions de Treffort possèdent, comme d'autres,

> toutes les qualités pour pouvoir l'interpréter. » L'aventure s'accompagne de nouveaux par-

tenariats, avec deux écoles de musique en Haute-Savoie et le conservatoire de Roanne |

#### Notez-le



#### **Nouvelle DDCS**

Auparavant directrice de la DDCSPP du Cantal, Véronique Lagneau a succédé à Laurent Willeman à la direction de la DDCS de l'Ain en septembre.



#### **Concert anti-cancer**

« Tout ce qui peut-être fait contre le cancer. la Lique le fait ». Y compris de prestigieux concerts: le Chœur de l'Armée française est à l'affiche de celui qu'organise le comité de l'Ain de la Lique contre le cancer au profit de ses actions (aide à la recherche, soutien

des malades, prévention) le dimanche 24 novembre, à 15 heures,

#### Double « plus » pour les demandeurs d'asile

à Ekinox (Bourg-en-Bresse).

Dès octobre, 85 nouvelles places accroissent la capacité de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile géré par Alfa3a, qui s'élève désormais à près d'un millier: l'association a repris l'hôtel Promotel à Viriat et l'a transformé en résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS). Une équipe de travail, comptant entre autres deux travailleurs sociaux, a été

Alfa3a crée aussi un deuxième CPH (centre provisoire d'hébergement, pour des personnes ayant obtenu l'asile) dans l'Ain. Ses 52 places ouvriront progressivement au sein du centre de transit des réfugiés subsahariens, à Bourg, dont la mission s'achèvera en octobre 2020. Le transfert du personnel s'accompagne de la création de postes d'infirmier, de professeur de français langue étrangère, et des interventions des chargés de mission logement et emploi.

PAR ALAIN GILBERT, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

# 25 ans d'Interaction Un vrai bonheur

u moment du dessert, la Maison des Pays de l'Ain nous a fait la surprise d'apporter un gâteau d'anniversaire disposé comme deux pages en vis-à-vis, ouvertes sur nos vingt-cing ans et notre centième numéro.

On comprendra que je profite de cette délicate attention pour remercier l'Adapei qui a contribué au buffet et rendre hommage à tous les journalistes qui ont fait Interaction depuis l'origine. Agnès Bureau, bien sûr et en premier lieu, avec qui nous avons de concert imaginé le contenu du magazine, vécu les premiers numéros à tâtons, perfectionné la formule au fil des années. Elle a par la suite pris son envol, mais continué à collaborer à Interaction et aux Rencontres d'interaction.

Autre pilier, fidèle, solide même si elle n'en a pas l'air, Annick Puvilland. En plus de son écoute attentive, de ses articles tirés au cordeau, elle lit et relit de fond en comble, quitte à ergoter parfois sur une majuscule, toutes les pages. Elle est devenue depuis trois ans le point fixe de la rédaction, celui sur lequel s'appuie la tyrannie inhérente à la fonction de directeur de la rédaction.

Je me sens moins seul dans ma quête de parité depuis l'arrivée de Christophe Milazzo qui a su prendre sa place et se faire apprécier de tous ses interlocuteurs. Il est devenu un journaliste indépendant qui progresse à grands pas et qui a surtout compris la particularité de notre magazine.

Cet anniversaire a été l'occasion de retrouver Pauline Froppier qui fut rédactrice en chef, Aurélie Seignemartin, une collaboratrice engagée, et des confrères journalistes qui nous ont donné des coups de main appréciés.

Avec eux, j'ai pu vivre ces vingt-cinq années particulières qui comptent dans une carrière qui tire à sa fin. Interaction nous a permis de pratiquer notre métier dans un cadre épanouissant, de l'exercer en restant proches du terrain, tant géographique que professionnel. Il nous a réunis dans l'exigence. Ce fut pour moi un vrai bonheur.

Le partenariat est une des composantes d'Interaction : il en est même l'essence. Je l'ai cultivé comme une plante rare; j'en ai été le garant et je le resterai. Cela suppose du respect, de la transparence et, surtout, de la confiance. Tous les partenaires me l'ont accordée depuis le début de notre collaboration, je m'en honore et les en remercie. J'ai pensé ne l'avoir jamais trahie en retrouvant beaucoup d'anciens qui ne sont plus aux manettes des organismes qui nous soutiennent mais qui sont venus témoigner de leur attachement à cette équipée.

C'est dans cette voie que devra poursuivre Interaction.





Il v avait foule vendredi 5 iuillet pour célébrer les 25 ans du magazine *Interaction*. Partenaires. collaborateurs, amis d'aujourd'hui et d'hier, réunis autour de la sortie du numéro 100 de ce trimestriel unique en son genre.

Un magazine du social dans l'Ain. fruit d'une aventure partenariale qui rassemble divers acteurs locaux, institutions, organismes et associations, animés par la volonté commune d'informer professionnels et grand public, de donner la parole, d'ouvrir la réflexion.

Pas de longs discours mais une invitée, Frédérique Bedos, fondatrice de l'unique ONG d'information, le *Projet Imagine*, qui a témoigné de sa propre aventure pour un journalisme qui transmet la flamme de l'espérance et de l'action pour un monde plus solidaire et durable.

# Les 25 ans et le 100<sup>e</sup> numéro d'Interaction Un anniversaire au x couleurs de l'espérance

#### TEXTE ANNICK PUVILLAND PHOTOS FLORENCE DAUDÉ

#### lmagine : un Projet qui sème l'envie l'agir

« Nous pouvons tous faire bouger les lianes, aair » rappelle Frédérique Bedos. Dans le monde entier, des hommes et des femmes agissent au quotidien, en toute simplicité, avec amour et bienveillance, à leur échelle locale, pour plus de cohésion sociale, d'égalité, de solidarité. Inspirer pour agir: c'est l'esprit de l'ONG qu'elle a cofondée, après avoir été durant quinze ans journaliste et présentatrice dans l'audiovisuel.

Outre la production de films documentaires sur les initiatives solidaires et leurs « héros humbles », en France et à l'étranger, le Projet Imagine sème l'envie d'agir, directement sur le terrain, auprès des enfants et adultes, dans les écoles, les entreprises, les villes, les institutions de réinsertion..

Passionnée et passionnante. l'intervention de Frédérique Bedos a suscité chaleu-

reux applaudissements, vive émotion et enthousiastes réactions. Ouestion-clé: comment, concrètement se passe un Proiet Imagine dans une école? « Le kit pédagogique s'étend sur toute l'année : un atelier hebdomadaire, animé par les enseignants, en deux phases, Inspiration et Action, amène les élèves à créer leur propre projet solidaire, avec des partenaires associatifs locaux. » La formule. basée sur la découverte de soi, des autres, des acteurs du territoire, s'applique du CM1 à l'enseignement supérieur. « Les enfants ont des droits et des devoirs mais aussi le pouvoir d'agir. Le déclic d'engagement, c'est l'ADN du Projet Imagine. » Un déclic qui a touché 800 élèves en 2018-2019, dans dix départements et académies, et sera actionné peut-être bientôt

S'engager pour l'humain, c'est bien tout l'ADN du social et du magazine Interaction.







communication, de l'information, de l'action, »







Directeur de la publication, Jacques Dupovet a insisté sur l'importance de la relation humaine « cœur des métiers de l'action sociale »







Par sa présence, Jean Duguerry, président du Conseil dénartemental, a tenu à manifester son



# C'EST VOUS QUI LE DITES!

Notre partenariat avec Tremplin, qui a été objet de recherche pour l'étude Part'Innov\*, a débuté en 2015 par un don de tissus défectueux puis est allé beaucoup plus loin, avec l'accueil de salariés en immersion, la création d'emplois, la confection de tenues pour nos mannequins, des « journées au jardin »... Il est devenu un vrai trésor, qui a créé des ponts, avec des valeurs communes, une réciprocité d'intérêts. Il a apporté un changement de regard des deux côtés, permis d'aller vers l'oser, de travailler autrement, avec de nouvelles pratiques managériales.

\* https://partinnov.ucly.fr

#### SOPHIE MONTINTIN

DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES CHEZ MONDIAKL TISSUS





Le premier accrobranche accessible aux personnes valides et à mobilité réduite, y compris en fauteuil roulant, en France, a vu le jour dans l'Ain, au Plateau d'Hauteville. L'Orcet-Mangini et l'APF ont apporté leur concours, le Département et la Région leur soutien.

L'Ain réaffirme sa ferme opposition au projet de fusion des deux communes de Seyssel (Ain et Haute-Savoie), proposé en catimini par deux députés haut-savoyards, en juillet 2019.

JEAN DEGUERRY
PRÉSIDENT DII DÉPARTEMENT





Sur la lutte contre les violences conjugales, nous sommes dans une logique de montée en puissance et en gamme.

ÉTIENNE DE LA FOUCHARDIÈRE DIRECTEUR DE CABINET DU PRÉFET





« Aujourd'hui, on se doit d'être inventif dans un environnement un peu contraint. »

#### EMMANUEL MAÎTRE

RESPONSABLE DU SERVIE DE GESTION LOCATIVE D'ALFA3A

# **Don d'organes**

# Innovants échanges

À l'écoute des proches de donneurs d'organes - et des greffés -, l'association Al.é.lavie (Alexis, une énergie pour la vie) développe soutien, information et rencontres.

nique en France se révèle le groupe de parole ouvert aux proches de donneurs d'organes créé par l'association A.lé.lavie en 2017, au Plantay. « Des personnes sont venues de loin. C'est un lieu d'échange, d'écoute, sans jugement, qui permet de s'exprimer sans honte ou gêne, de partager leur expérience. Des greffés participent aussi ponctuellement. Ce sont des rencontres humaines d'une richesse inouïe! Des sujets forts ressortent de la discussion, sur la notion de

don, l'acceptation, le besoin de reconnaissance... Il faut une évolution sociétale sur ces questions », expliquent Catherine Jolivet, présidente de l'association, et Didier Pegoraro, infirmier-anesthésiste qui co-anime bénévolement le groupe avec Corinne Floquet, psychologue.

Faciliter les échanges entre les familles de donneurs d'organes et les greffés est une volonté forte de l'association: « On ne peut pas enlever un maillon de cette chaîne de solidarité. » Le dépôt dans les services hospitaliers de cartes permettant

aux greffés d'adresser des remerciements anonymes aux donneurs, qui seront réunis en arbres de vie, débutera à l'Hôpital Femme Mère Enfant de Lyon. À Annecy et Lyon, est lancé aussi un projet pour améliorer l'accueil à l'hôpital des familles de donneurs d'organes.

Tél. 06 78 29 26 63 www.facebook.com/al.e.lavie al.e.lavie.alexis@gmail.com



# Tweet wall

### Marc Gomez@MGomezDynacite 7 sept.

L'émission Grands Reportages a validé publiquement combien nos **#gardiens #HLM @Dynacite** sont exceptionnels. Facteur de **#cohésionsociale**, **#solidarite** et **#compassion**.

#### Assurance Maladie@ameli\_actu 5

La première mission de l'Assurance Maladie est de garantir l'accès universel aux droits et l'accès aux soins. Découvrez-la dans notre rapport d'activité 2018 <a href="https://assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ra-2018-web-double-page.pdf---">https://assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ra-2018-web-double-page.pdf---</a>

## VITE DIT!

#### **Joyeux intercentres**

Il y avait beaucoup de cris de joie à Crozet le 19 juillet. Cinq des huit centres de loisirs (Crozet, Péron, Collonges, Lélex et Corbonod) de Familles rurales enfance et jeunesse (AFREJ) s'étaient donné rendezvous pour une première journée intercentres. Encadrés par une trentaine d'animateurs, deux cents enfants se sont affrontés par équipes dans diverses activités: escalade, tir à l'arc, jeux...



#### **Couples et familles**

L'association Couples et familles de l'Ain a changé d'adresse. Agréée EVARS (Espace de vie affective, relationnelle et sexuelle), elle informe et accompagne les jeunes, les femmes, les hommes, les couples, en entretien individuel confidentiel (sur rendez-vous ou aux permanences les mercredis et jeudis, de 9 à 18 heures) ou par des interventions collectives.

18 rue de la Basilique 01000 Bourg
Tél. 04 74 32 11 51 ou 06 17 19 67 49

#### Cohérence cardiaque

Organisée par l'ADAPA, avec le soutien du Département et de la CNSA, la conférence « Cohérence cardiaque, maîtriser ses émotions et son stress pour mieux vieillir », animée par Jean-Michel Baverel, sophrologue, en septembre à Miribel, a attiré 70 seniors. L'action se poursuit: 77 se sont inscrits à un cycle de 8 ateliers débutant en octobre, par petits groupes, à la résidence du Côteau; 33 ont pris rendez-vous pour un bilan de prévention proposé par le centre Bien vieillir AGIRC ARCO Auvergne-Rhône-Alpes.

# «Je me sens bien à ma place.»

#### Souriant, attentif, positif: les gens apprécient le profil du président Deguerry.

Je n'ai pas changé ma façon d'être ni travaillé mon profil. J'aime aller à la rencontre des gens. Ça passe ou pas; je reste naturel. J'aime ce que je fais, ce qui me donne le sourire, même si les choses ne sont pas toujours simples, même si ce n'est pas facile tous les jours. Je me sens bien à ma place, bien avec mes concitoyens.

# Le mot Aindinois est un trait d'union.

# Hier, à la place de ; aujourd'hui, à votre place ?

J'ai l'impression, mais je ne passe pas mon temps à me poser la question. J'ai été élu président du Département en application de la loi sur le cumul des mandats. Je connais la maison, j'y siège depuis 2011. J'ai annoncé que je continuerais ce que Damien Abad avait engagé. Je fonce, la tête dans le guidon, avec la volonté de toujours faire au mieux et de ne pas me couper des réalités.

#### Le fauteuil vous convient?

La responsabilité me plaît, je ne le cache pas. C'est une chance que de l'occuper dans un département aussi intéressant et varié. L'Ain a besoin d'exister, de se faire connaître, c'était notre conviction Depuis 2015, nous sommes toujours sur la même ligne.

### Vous avez un emploi du temps de ministre.

Disons de parlementaire: mes prédécesseurs sénateurs ou députés étaient trois jours à Paris et deux jours dans l'Ain. Moi, c'est l'inverse: je suis les lundis, mercredis et vendredis au Département, et les mardis et jeudis, dans la communauté d'agglomération du Haut-Bugey. Le week-end, je suis sur le terrain.

## Vous tenez à l'étiquette « élu local » ?

Je la revendique et je n'oublie pas que j'ai commencé comme conseiller municipal. Je reste ainsi connecté aux élus, aux acteurs, aux Aindinois.

#### Les Aindinois, parlons-en! Au départ, peu de gens croyaient à votre projet de doter l'Ain d'un gentilé.

Malgré les sourires, ce fut une bonne idée, validée par une vaste consultation populaire. L'appellation est entrée dans le langage; elle gagne du terrain, et mes opposants m'en félicitent. Les habitants de l'Ain sont fiers de leur département et partagent avec nous l'ambition déjà affichée dans Ici, c'est l'Ain d'affirmer son identité, d'amplifier sa notoriété. Le mot Aindinois est un trait d'union qui n'efface pas la notion de pays. Il les réunit et crée des liens qui n'existaient pas. C'est un titre, comme Saveurs de l'Ain est une marque et Origin'Ain un label que nous avons lancés et qui vantent nos produits et nos savoir-faire. J'aime cet esprit d'appartenance, cette envie d'être

## Vos argumentaires tiennent souvent du commercial.

On me le dit souvent, mais c'est ma formation qui veut ça. Le commercial a été mon métier pendant trente ans. J'aime l'Ain, je vante ses atouts, et ca marche

## Vous êtes présent sur les réseaux sociaux, mais pas trop.

C'est mon point faible. J'y suis a minima, pour faire connaître une belle initiative. En revanche, étanchéité totale sur ma famille et ma vie privée.

#### En deux ans, quelques moments d'émotion?

(silence) Oui, lors de mon élection à la présidence et devant l'ampleur de la tâche qui m'attendait. Récemment, à Trévoux, lors du décès accidentel de cette jeune collégienne. Le fait qu'un service du Département n'en soit pas responsable n'a pas effacé ce que j'ai pu ressentir au plus profond de moi.

#### Passons aux dossiers « sociaux ». Le social, ce n'était pas votre tasse thé.

J'avoue que je l'ai découvert lors de mon premier mandat et j'ai beaucoup appris. Ici, le social, c'est le

Je préfère aller porter la parole sur le terrain plutôt que sur les réseaux.

E .

cœur du réacteur. Les départements sont une formidable machine pour s'occuper du social, ce qui ne saurait être le cas des régions. De ressens la montée en charge du social y compris au sein de la communauté d'agglomération du Haut-Bugey où nous avons mis en place le portage de repas, où nous encourageons la réhabilitation de l'habitat insalu-

bre. où. depuis 2018, nous sommes

engagés dans la rénovation urbaine.

lci, le social, c'est le cœur du réacteur.

#### La réforme des services sociaux du Département va entrer en vigueur en décembre. On a l'impression que vous marchez sur des œufs ?

Oui et non. On ne peut plus travailler comme il y a quarante ans. La population a changé, de nouveaux besoins émergent: cette réorganisation vise à faire évoluer le service à l'usager, particulièrement les plus fragiles. En regard, nous proposons de meilleures conditions de travail et de sécurité. L'engagement sur ce dossier de deux vice-présidents, Muriel Luga Giraud, pour les services sociaux et Daniel Raphoz, pour les ressources humaines, a abouti à une longue phase de concertation. Moi, j'ai toujours en tête les 6000 nouveaux Aindinois qui s'installent surtout sur la Côtière et dans le Pays de Gex; je pense aussi aux cantons qui se dépeuplent: <mark>c'est pour eux</mark> ous que nous devons nous adaper. Je trouve cela valorisant!

#### Derrière votre sourire il y a aussi de la fermeté. Prenons l'exemple du RSA ou des mineurs non

En 2018, notre lutte contre la fraude au RSA a engendré 3,5 M€ d'économie. Je veux bien aider ceux qui en ont besoin, mais pas ceux qui trichent. Sur les MNA, ma position est claire: l'État demande aux départements d'assurer une de ses missions régaliennes: l'accueil des étrangers. Pour les contribuables Aindinois, cela représentait 6 M€ de dépenses en 2018 contre 900 000 € d'aide. Pendant que l'on s'occupe des mineurs non accompagnés, on s'occupe beaucoup moins des jeunes de l'Ain.

#### Le gouvernement a placé un taquet pour limiter les dépenses d'investissement. Finalement, c'est une bonne chose.

Pas d'accord. L'État n'a pas voté de budget en équilibre depuis la disparition de Georges Pompidou. Il peut donc s'abstenir de nous donner des leçons de bonne gestion. epuis 2015, notre mandature a conomisé 18 M€ de frais de fonc ionnement. L'État n'en tient pas compte: il nous soumet au même protocole - que j'ai refusé de signer - et à la même péréquation financière entre départements. Avec 6000 nouveaux habitants chaque année, nos dépenses sociales continuent d'exploser: nous avons besoin de logements; nous continuons de verser 20 M€ d'aides aux communes; chaque fois que nous programmons un investissement, j'exige qu'on me dise ce qu'il va coûter en fonctionnement. Croyezmoi, les contraintes budgétaires qu'on nous impose relèvent de la

#### Il y a un dossier où ce n'est pas gagné : la démographie médicale. Nous sommes au creux de la vague.

C'est un dossier qui me tient à cœur, un de nos cinq grands chantiers. Il tient aussi à cœur des Aindinois, comme le montre notre Grand Débat. Nous avons créé un comité de pilotage qui travaille sur l'attractivité de nos territoires. Je veux que les professionnels de santé s'emparent de ce dossier. Nous réfléchissons à la création d'un centre ressource qui favoriserait l'accueil et l'épanouissement de jeunes praticiens. Nous présenterons d'ici la fin de l'année un plan d'action.

#### Nous n'avons pas parlé de parité.

Elle a changé beaucoup de choses dans une assemblée qui comptait trois femmes en 2011, 23 aujourd'hui. Elles vont au bout des choses et font valoir leur point de vue. N'ayant pas toutes les compétences, je suis un président qui délègue beaucoup. Je veux m'appuyer sur des décisions collégiales; je veux de l'échange, de la concertation. On soude et on gagne. C'est ma conviction d'ancien joueur de rugby.

#### Ne trouvez-vous pas que le Département fait beaucoup de com ?

Je n'ai pas cette impression, surtout quand je regarde ce qui se fait ailleurs. Il faut savoir d'où on vient : d'un département caché, mal connu. Nous avons la volonté de le mettre en avant et je constate que cette stratégie a provoqué un véritable engouement. J'écoute ce que me disent les chefs d'entreprise qui ont du mal à recruter et qui refusent des marchés. Pour dire Venez vous installer dans l'Ain, il faut une politique d'habitat, des structures sociales, une offre d'enseignement, de qualité de vie. de loisirs. Valoriser l'Ain. c'est un tout fait de réalisations. de projets, de grands événements. ajoute que les Aindinois ont esoin de reconnaissance. Ce sont pour toutes ces raisons que nous communiquons.

#### On a dit pas de politique. Donc je ne vous pose pas la question de savoir si vous serez candidat à un mandat parlementaire.

Je vous aurais répondu que je n'en ai nullement l'intention. Par respect de la loi sur les cumuls et parce que j'ai bien d'autres choses à faire.

## Même pas le temps de profiter de votre lac préféré?

Je fais le tour du lac de Nantua chaque fois que je le peux. À pied et tôt le matin. Et ça me fait grand bien!

> Propos recueillis par Alain Gilbert

### PORTRAIT POUR TRAITS

# ANNE-MARIE LAURENT

# a passion de l'animation

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Animatrice au périscolaire et présidente de la bibliothèque de Neyron, Anne-Marie Laurent s'engage pour faire vivre ces structures de proximité, créatrices de liens et d'échanges.

« IL Y A DES
SOLLICITATIONS
PARTOUT. JE PEUX
COMPRENDRE QUE
LES GENS N'AIENT
PAS LE TEMPS
MAIS PAS QU'ILS
DISENT "IL Y A UNE
BIBLIOTHÈQUE À
NEYRON? IL NE
S'Y PASSE JAMAIS
RIFN! »



#### Un lieu dynamique et convivial

Huit bénévoles font tourner la bibliothèque mais le recrutement est difficile. « J'ai laissé la présidence trois ans. Quand la personne est partie, je suis revenue pour ne pas laisser mourir la structure. Dès qu'un village devient dortoir, il y a une perte de la dynamique associative. »

dynamique associative. » En 2018, pour ses trente ans, la bibliothèque a réalisé une rétrospective des actions menées qui ont impressionné les habitants. La participation aux évènements reste faible, certains préférant les médiathèques de Lyon ou Rillieux. Pourtant, les initiatives ne manquent pas: expositions, espace game, art floral, club de lecture, contes. « J'ai plein d'idées mais il faut du monde avec moi pour les mettre en place ». Pour tous, préserver la bibliothèque est crucial. « Les enfants sont souvent présents avec le périscolaire. Les adultes aiment venir car c'est familial, tout le monde se connaît. Le samedi, certains viennent discuter. C'est convivial. »

# De l'optimisme pour l'avenir

La future mise en réseau des bibliothèques permettra aux ouvrages
et aux lecteurs de mieux circuler.
Le projet de médiathèque communautaire donnera accès à
plus d'ouvrages et de services.
« Les grosses médiathèques
en réseau proposent des cafésthéâtres, des cours d'art floral : des
choses avec lesquelles on n'associe
pas une bibliothèque. Si une bibliothèque ne reste qu'un endroit pour
chercher un livre, ce sera difficile. Il ne
faut pas s'enfermer, mais devenir un



- Native de Neyron, Anne-Marie Laurent v a passé toute son enfance.
- Partie à Buellas, elle entre au sou des écoles, gère la cantine et passe son BAFA pour s'occuper du nériscolaire.
- De retour à Neyron, elle s'occupe du sou des écoles et du périscolaire.
  Elle est élue deux fois conseillère municipale.
- Il y a quinze ans, elle devient présidente de la bibliothèque. Elle passera la main en mars 2020.

Il ne faut pas s'enfermer, mais devenir des lieux de vie.

lieu de vie. » L'avenir passe par la technologie et de l'interactivité. Mais, pour Anne-Marie, les bibliothèques sont aussi un refuge face à la déshumanisation du tout numérique. « Certains ont un déclic, une overdose et en reviennent. Celui qui voudra avec le contact, l'échange, viendra dans nos structures. »

#### Un soutien en réseau

En plus de former, de prêter des ouvrages et des expositions, la bibliothèque départementale de l'Ain organise d'octobre à décembre le festival *Interlignes* avec 49 bibliothèques municipales dont celle de Neyron:160 animations gratuites et variées sur le thème des circulations valoriseront la place des bibliothèques dans la cité.

La question posée (*« Faut-il fermer les établissements? »*, lieux de souffrance physique ou psychique), se voulait provocante. Nos invités n'ont pas attendu cette table ronde pour la poser de manière moins tranchée et trouver des réponses qui rapprochent patients ou résidents du "milieu ordinaire". Interaction a consacré beaucoup de pages à ces alternatives qui ont le mérite de poser le problème autrement.

# Établissements ou milieu ordinaire?

# Des parcours en allers-retours



# **Un non**Massif

Voici une table ronde qui n'a pas été une entreprise de démolition! Au final, nos interlocuteurs préfèrent que les établissements restent débout.

eux qui les financent d'abord. Catherine Malbos rappelle la doctrine de l'ARS: maintien mais reconversion partielle vers l'extérieur : **Kevin Pomathios** explique que le Département refuse d'opposer établissements et inclusion mais souhaite leur transformation. Pour les gestionnaires ensuite: même position, donc même opposition. « Il faut en faire des lieux de passage. » (Francis Feuvrier) ; « La position du CA de l'Adapei de l'Ain est ferme : c'est non ! » Franck Delale ; « On a besoin des établissements. », même en éguipes mobiles et en complément du domicile (Sophie Desserrière). La réponse en forme de boutade de **Dominique Bloch-Lemoine** donne à penser qu'on peut être opposé mais obligé... si le manque de compétences fait que ca ne fonctionne plus. Ce qui pourrait être le cas du CPA faute de médecins.

De deux mots, on a fait table rase: désinstitutionnalisation, qui a des consonances bruxelloises, et inclusion qui fait toujours débat. Les établissements s'ouvrent sur d'autres pistes, selon les uns ou les autres: transformation, reconversion, lieu de passage, point d'appui... Non seulement on ne les ferme pas, mais ARS et Conseil départemental continuent d'en financer la création, certes moins qu'avant, à Oyonnax, Tramoyes, dans le Valromey ou le Pays de Gex. Mais il y a toujours des listes d'attente, des sans-solution rappelle Franck Delale. La liste d'attente, c'est l'embryon de l'établissement.

Ce mouvement permanent, c'est ce qu'on appelle le parcours. Ce n'est pas que la personne rentre et reste là indéfiniment, mais qu'on lui crée des perspectives, surtout si elle est en capacité d'y réfléchir.

CATHERINE MALBOS

DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DANS L'AIN

Avec les UEMA (unité d'enseignement maternel autiste), on ne sait plus si on est dans un établissement ou un service. On a des professionnels qui sont dans une école maternelle, à côté d'enseignants spécialisés. C'est un tout petit établissement dans une structure ordinaire. Il faut se mélanger avec les structures de droit ordinaire

FRANÇIS FEUVRIER DIRECTEUR DES PEP 01



Quand on travaille dans les territoires de l'Ain, avec les professionnels qui sont à la construction des projets, on est obligé d'adapter, de partir des propositions de terrains, pas forcément d'arriver avec des modèles que l'on va plaquer. On ne répondrait ni aux besoins ni aux partenaires C'est une logique d'expérimentation avant de consolider.

CATHERINE MALBOS DIRECTRICE DÉPARTEMENTALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DANS L'AIN





On apporte notre expérience chez les personnes, dans leur environnement familial et professionnel. On peut installer tout ce qu'on veut, si on ne transmet pas nos savoir-faire, ça ne marche pas. Il y a par exemple un vrai accompagnement à faire avec les services d'aide à la personne.

#### SOPHIE DESSERRIÈRE

ERGOTHÉRAPEUTE AU SEIN DE L'ÉQUIPE MOBILI D'ORCET-MANGINI



Dans le Plan Handicap du Conseil départemental, on a une fiche action dédiée à l'Adapei pour la transformation, par exemple, de places en foyer d'hébergement en places en foyers de vie pour des personnes âgées handicapées vieillissantes qui étaient jusqu'à présent dans des établissements classiques.

#### KÉVIN POMATHIOS

RESPONSABLE ÉTABLISSEMENT À LA DIRECTION AUTONOMIE DU CD 01

Pour l'Adapei, un système inclusif permet à des personnes en situation de handicap de vivre en milieu ordinaire, tout en ayant des besoins spécifiques. Nos établissements s'ouvrent, offrent des bouquets de prestations, accompagnent, permettent des allers et retours de la vie en milieu ordinaire à l'accompagnement en établissement.

FRANCK DELALE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ADAPEI DE L'AIN



L'hôpital, c'est un lieu de soins, pas un lieu de vie!

DOMINIOUE BLOCH-LEMOINE

DIRECTEUR DU CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE L'AIN



Le CPA a fermé de 60 à 80 lits en trois ans ; il va encore en fermer 50 dans les trois ans à venir pour redéployer ses moyens vers des lieux de vie adaptés à des personnes qui ont, par exemple, de très gros problèmes de comportement. Ils n'arrivent pas à trouver leur place car ils font appel à une certaine expertise. Il y a un manque de formation pour que les personnels du secteur médico-social puissent les prendre en charge. Du coup, on les renvoie à l'hôpital où le personnel sait s'en débrouiller. Nous avons donc des projets de transfert de compétences, de formation et de nouveaux services

#### DOMINIQUE BLOCH-LEMOINE

DIRECTEUR DU CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE L'AIN





# **Innover** de concert

es établissements dispo-

sés en tuyaux d'orgue où chacun joue sa partition, c'est fini! Deux exemples confirment: le CPA avec ses 33 sites et ses 16 000 patients annuels ne se cantonne plus à l'imposant Saint-Georges (12 % de l'activité), pas plus que les très renommés bâtiments Orcet et Mangini à Hauteville ne représentent toute l'activité des soins de suite. Aller vers le territoire (Dominique Bloch-Lemoine), « aller vers les gens, chez eux » (Sophie Desserrière) : les opérateurs répondent aux demandes de leurs financeurs... et aux attentes des publics. Avant de songer à créer un établissement, ARS et Conseil département veulent que toutes les pistes alternatives et territoriales soient défrichées.

Les murs tombent et les tuyaux se mettent en réseau. Franck Delale (Adapei de l'Ain, 47 établissements) parle de bouquets de services où chaque bénéficiaire peut composer sa partition. La notion de parcours prend alors tout son sens, qui ne signifie pas pour autant sens unique: il a été souligné qu'il y avait toujours possibilité d'avancer et de revenir.

Cette stratégie a bien d'autres mérites. Elle peut aider d'abord à créer des places pour ceux qui ne sont pas dans la place faute de solutions. Ils seront d'autant mieux accompagnés. Elle peut aider ensuite à libérer des équipes dédiées à l'établissement, une sorte de bouquet de compétences offert à plusieurs établissements. L'Adapei et les Pep 01 avancent dans cette voie. Sophie Desserrière souligne au passage l'intérêt que représentent les équipes mobiles dans la gestion rationnelle des interventions au plus près des territoires.

Dans cette démarche d'ouverture, il est bien plus facile d'envisager la construction de réponses partenariales, les barrières dressées entre opérateurs tombant aussi vite que les murs des établissements. Ars et Département pousseront aussi dans cette voie.

« Peut-on accompagner sans être à côté? » Les explications du directeur du CPA sur la possibilité de consultations à distance, en quise de première réponse, trouvent un écho dans la question posée par Francis Feuvrier. L'établissement risque d'être de moins en moins une concentration de compétences faute de professionnels. Le problème de la démographie médicale ne se pose pas seulement hors les murs. Il va donc falloir s'adapter avec le numérique pour raccourcir les distances, les délais, les manques et les coûts. Va-t-on vers des établissements virtuels dans un monde où le numérique va devenir le milieu ordinaire? Autre débat...

#### **Une image forte**

Le mot désinstitutionalisation provoque souvent dans les interviews une réaction revers de manche. Il trouve son origine dans l'évolution des structures psychiatriques qui induisent une notion d'enfermement, de privation de liberté (toujours en débat aujourd'hui). En France, dans les années 1970, la remise en cause de l'hôpital psychiatrique se généralise et conduit à s'ouvrir au "milieu ordinaire". L'évolution des traitements médicamenteux accélère cette tendance. Le terme a glissé par la suite dans le langage du handicap. La conquête ou la reconnaissance de droits enfoncent des coins dans le concept. L'évolution très sensible des publics accueillis favorise des revendications de vie vers le milieu ordinaire, donc hors établissement, ce qui oblige à résoudre le problème majeur de l'autonomie : le logement. L'Adapei de l'Ain a trouvé des solutions probantes en ce domaine. On utilisera donc plus volontiers le terme d'habitat inclusif qui se rapproche plus de la solution adaptée que le mot institutionnalisation qui renvoie à un système global.

La remise en cause du modèle établissement s'explique aussi par des raisons moins avouées mais bien réelles: leur coût de fonctionnement et, souvent, leur immobilité. Certains établissements sanitaires sont nés avec le siècle dernier. Beaucoup d'établissements sociaux et médico-sociaux ont été modélisés par des associations gestionnaires qui les tenaient pour la seule et la bonne solution. Certains sont devenus des gouffres financiers, des bombes à retardement budgétaires.

Dernier point, peu évoqué sauf par les bénéficiaires et leurs proches: les établissements ont parfois le profil de tours d'ivoire où il est difficile d'entrer... et de sortir. Ils sont devenus en quelque sorte des institutions rebelles à l'inclusion.

Cette table ronde sera disponible en podcast sur https://rcf.fr/actualite/Faut-il fermer les établissements

« On doit apporter des réponses sans pour autant faire de prêt-à-porter. »

> FRANÇIS FEUVRIER DIRECTEUR DES PEP 01<sub>10</sub>

## ansix LAB 01 à Ambérieu n-Bugey Propulseur d'interactions Depuis septembre 2016, au cœur du quartier gare, un lieu innovant, avec espaces de coworking et fablab, permet à tous (particuliers, entreprises, associations, professionnels, écoles...) d'expérimenter les technologies numériques, de réaliser un prototype, se rencontrer et partager les savoir-faire, tester et co-développer un Grand Ours a imaginé un Petit Ours grandit objet: au LAB 01, il l'a mis dans un monde en en forme, échangé idées et pleine transition conseils, rencontré numérique. d'autres professionnels. Le LAB OT



# Mode d'emploi

#### Adhésion

De 60 € (particuliers) à 2 000 € (entreprises de plus de 250 salariés) ou institutions.

Gratuite pour les salariés des structures adhérentes.

#### • Espaces de coworking

Abonnements à la demi-journée, journée, temps partiel ou illimité.

#### FabLab

Accès pendant les heures d'ouverture pour les adhérents. Accès libre pour tous le mercredi, 15-20 heures. Ateliers découverte, initiations, accompagnement.

#### LivingLab

Espace de créativité, échanges de compétences, groupes de recherche thématiques, pour expérimenter et codévelopper un projet.

#### **UNE ASSOCIATION INTERACTIVE**

Faire ensemble

- Une association née de la volonté d'acteurs locaux, publics et privés, de favoriser le développement économique du territoire.
- Une mission de délégation de service public confiée par la Communauté de communes de la Plaine de l'Ain.
- 50 membres fondateurs (CCPA, Ville d'Ambérieu-en-Bugey, Dynacité, CCI, centre social...).
- Plus de 200 adhérents: 50 % entreprises ou institutions, 38 % entrepreneurs, 12 % particuliers.

#### DES ÉQUIPEMENTS MUTUALISÉS

- Des espaces de coworking équipés (wifi, imprimante, visio-conférence, machine à café...).
- Un FabLab pour concevoir et fabriquer des objets, apprendre en faisant.

accompagne

cette évolution.

Expérimenter

 Des salles de réunion, avec projecteurs interactifs, équipement réalité augmentée...

Le LAB 01 a organisé en 2019 une formation référent numérique et médiation gratuite, labellisée GEN, pour des personnes peu ou pas qualifiées. Le partage de savoir-faire, c'est l'ADN du LAB 01.

ISABELLE RADTKE,

CONFONDATRICE DU LAB 01

Accueil les mardis et jeudis, 9-19 heures, mercredis et vendredis, 15-20 heures, et un samedi par mois sur demande. 48 rue Gustave Noblemaire 01500 Ambérieu-en-Bugey Tél. 06 71 34 90 24 info@lab01.fr



# À la une de Bourg Habitat

#### Au fil des Vennes

Le réaménagement du quartier, lancé avec la déconstruction de l'ancienne cité d'urgence en 2017, se poursuit. Le 4 iuillet, double était le rendez-vous : inauguration des 10 logements individuels (en bande, avec jardins privatifs et garages) des Vennes II. rue Descartes, et première pierre des Vennes III. immeuble de 20 logements, à l'angle de la place Jean-Jacques Rousseau qui sera transformée en jardin.



#### • Terre des Fleurs en fête

Repas partagé, jeux géants en famille et échanges sur le proiet d'aménagement des espaces extérieurs du quartier ont ponctué le 12 juillet à Terre des Fleurs. Le vaste chantier entre dans sa dernière phrase : 116 logements sur les 168 du quartier ont déjà fait peau



Concocté par le centre social voisin, le buffet estival a réuni une soixantaine d'habitants et d'employés des entreprises réalisant les travaux de rénovation, en présence des présidente et directrice de Bourg Habitat.

#### Talentueux locataires

Visible au siège puis prochainement à l'agence de Brou, l'exposition des œuvres réalisées par les locataires pour le concours de création sur le thème « Mon quartier, mon logement » révèle leurs talents. Tous les participants ont recu des cadeaux aux couleurs du 90e anniversaire et un chèque-cadeau à utiliser chez les commercants de Centre Commerces Bourg.

# **Contrat de ville de Belley** Des engagements renforcés

Un PERR prolonge de deux ans le contrat de ville concernant le quartier prioritaire Brillat-Savarin et Clos Morcel iusqu'en 2022.

ntégrant les récentes mesures du plan de mobilisation nationale en faveur des habitants des quartiers, un protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR) a été signé le 26 septembre par la communauté de communes Bugey Sud et l'ensemble des acteurs du contrat de ville de Bellev. Obiectif: renforcer l'action entreprise et favoriser

de meilleures conditions de vie du millier d'habitants du quartier Brillat-Savarin et Clos Morcel qui représente 11 % de la population belleysanne et, en 2014, était le plus pauvre de l'Ain. Co-construit avec les habitants, le protocole a défini quatre axes maieurs: enfance/ieunesse/parentalité, accès aux services, habitat/ cadre de vie. vivre ensemble.



# Dynacité, charme et biodiversité Du locatif atypique

I ne s'agit pas d'une simple réhabilitation mais d'une véritable restauration : nous avons fait appel à des tailleurs de pierre pour conserver à cette maison tout son charme d'antan » indiquait Marc Gomez, directeur de Dynacité, lors de l'inauguration du Dreffia à Ambérieuen-Bugey, en juillet. Programme locatif atypique, la résidence de 11 logements a redonné vie à l'historique relais de poste devenu tribunal et prison à l'époque révolutionnaire puis passé de mains en mains et donné à la commune par la dernière héritière à condition qu'il soit transformé en logements pour des familles modestes.

À deux pas des commerces et équipements, le Dreffia - du nom de la réserve de bois située sous l'avanttoit des habitations bugistes - allie charme, qualité, performance énergétique, confort et sécurité.

Deux autres inaugurations ont marqué l'été: Les Noisetiers à Belley, résidence neuve primée par le CESBA (Centre de synthèse et d'analyse de la biodiversité), et la réhabilitation de la résidence Michelet et de la fresque Caravelle à Ovonnax.



Du neuf à la résidence Michelet à Oyonnax : réhabilitation thermique, installation d'ascenseurs et réinterprétation de la



#### ITINÉRAIRE

- Se former à un métier. Pourquoi pas comptable?
- Changement de cap et premiers pas dans le médico-social.
- Un univers qui la séduit.
- Changement de public : en 1995, elle postule à
- De l'accueil à l'animation
- Un poste à créer, avec retour par la case
- À son tour de transmettre le métier, en accueillant des stagiaires.



Son rêve était d'être éleveur de chevaux. Sa réalité a été d'opter pour un BEP-CAP Comptable-mécanographe. Elle travaille dans un cabinet d'expertise-comptable durant sept ans.



Toujours sur le Plateau d'Hauteville - « Impossible de quitter mes sapins! » -, elle effectue ensuite divers emplois. « À l'époque, on trouvait tout de suite. Une maison de retraite m'a prise, pour faire fonction d'aide-soignante. Moi qui ai peur du sang!»



👀 🕝 Elle a trouvé sa voie : « C'était parfois compliqué, surprenant. Mais j'ai vécu des moments extraordinaires auprès des patients! J'ai beaucoup appris sur 💜 les personnes âgées. Je n'ai que des bons souvenirs. »



Elle y débute en tant qu'agent de service, à Hélios. En 2002, « inapte à tout poste avec manutention » suite à un accident, elle intègre le personnel de l'Orcet, où elle remplace « la collègue de l'accueil, qui avait eu des jumeaux ».



Être en contact avec les gens lui va comme un gant. Il manquait une animatrice à Mangini : dès 2005, elle assure la fonction. Tout sourire et énergie, qu'elle communique aux patients. « Je ne peux pas imaginer un jour sans rire avec eux! » Jeux, créations en tous genres, olympiades maison, sorties... Tous les moteurs sont bons.



À l'Orcet, le poste était à créer. Diplôme oblige, elle retourne sur les bancs de l'école: « J'ai eu mon BPJEPS Animation sociale en 2011, après 18 mois de formation en alternance, à l'École de santé du Sud-Est à Lyon. » Son lieu de stage était tout trouvé: « L'Orcet, par dérogation. »



« Avoir un stagiaire, c'est lui donner des connaissances, partager, déléguer, se remettre en question. » Chose faite cette année auprès d'Isabelle. « C'était ma première stagiaire à former au BPJEPS. Elle vient de le réussir. »



#### À suivre chez Ain Domicile Services

- Formation maison: l'association a proposé à ses aides à domicile ayant intégré récemment le personnel une formation animée par deux responsables de secteur. Au menu de la journée: posture professionnelle, cadre de travail du secteur, vie de la structure, valeurs, rôle et place de chacun. Cette formation aura lieu quatre fois par an et fait partie du parcours d'intégration des aides à domicile
- **Nouvelle antenne :** son ouverture le 1<sup>er</sup> décembre à Pont-de-Vaux, au 1 place Legrand, renforcera le lien de proximité avec les bénéficiaires et l'équipe déjà présente sur ce secteur.
- Numéri'dom : l'usage d'une tablette connectée, confiée à une aide à domicile formée, sera proposé aux personnes accompagnées, sur leurs centres d'intérêt, afin de faciliter leur accès à l'information sur les activités du territoire, leur donner envie de sortir et favoriser ainsi le lien social.

#### Soutien au monde rural

La MSA Ain-Rhône lance, auprès des acteurs des territoires ruraux, un appel à projets afin de soutenir financièrement des initiatives locales visant à développer le lien social et les solidarités, ou lutter contre la précarité et/ou l'isolement, ou agir en matière de prévention santé et de qualité de vie des habitants de ces territoires, ou encourager et /ou mettre en place des solutions autour de la mobilité, ou favoriser l'accès à la culture ou à l'éducation. Ce Prix s'adresse aux associations et CCAS déjà présents sur le territoire.

Date limite de dépôt des dossiers complets : 26 novembre 2019. ain-rhone.msa.fr / Rubrique Partenaires – Actualités



MSA, soutien des initiatives du monde rura

# AVEMA France Victimes 01 la socio-esthétique au service des victimes

Première association d'aide aux victimes à utiliser la socio-esthétique comme outil d'accompagnement, l'AVEMA de l'Ain a présenté son expérience à un congrès international.

n a vu des personnes se métamorphoser, retrouver confiance en soi, oser regarder dans les yeux » soulignent en chœur Sophie Navarro, socio-esthéticienne, et Florence Rochet, psychologue à l'AVEMA de l'Ain. Depuis octobre 2017, grâce la première année au soutien de la fondation L'Oréal puis aujourd'hui du Département et de la Délégation aux droits des femmes, la socio-esthétique fait partie des outils d'accompagnement des victimes, dans une approche pluridisciplinaire globale de la personne. Une première en France. « C'est une approche psycho-corporelle, pour

aue la personne se reconstruise ». Une vingtaine de victimes, de 13 à 58 ans, en ont bénéficié. L'initiative a retenu l'attention de Victimes Support Europe, organisation, qui a convié l'AVEMA à la présenter à sa conférence 2019, en juin, à Strasbourg. « La socio-esthétique est un outil à faire connaître. Mais il faut des personnes formées. C'est un diplôme d'État, un métier médico-social complémentaire » précise Florence Rochet. L'outil pourrait aussi aider des femmes victimes de violences conjugales à se détendre avant une audition, une confrontation avec l'auteur ou un examen médi-

# **Entrepreneuriat coopératif**

# Bravo à Coop Services!

Une première réussie dans l'Ain, qui ne devrait pas rester une dernière. À suivre l'été prochain!

ne expérience vivifiante »,
« On a beaucoup appris »,
« Ça fait grandir », « Il faut tout
de suite être très rigoureux »,
« Il y avait une très bonne ambiance,
on a tous été hypersoudés », « Je voulais du concret, j'ai pu voir le monde de
l'entreprise »... Les douze participants à
la Coopérative jeunesse services proposée à Bourg-en-Bresse cet été - la
première dans l'Ain - ne tarissent pas
d'éloges sur la « belle aventure » dans
laquelle ils se sont impliqués durant

deux mois, encadrés par deux animateurs. Concept venu du Québec, les CJS réunissent des 16/18 ans qui créent et font vivre de A à Z une entreprise coopérative éphémère proposant des services aux particuliers, associations, entreprises ou collectivités. Porté par l'AGLCA, accompagné par Ess'Ain, Familles rurales, la DDCS, la Caf, CA3B, la Ville, la CRESS et la MAIF, le projet devrait être doublement reconduit à l'été 2020, à Bourg et dans une proche zone rurale.



Les jeunes de Coop Services ont effectué diverses missions: lavage de voitures rangement d'archives, aide au déménagement, assistant informatique...



## SOMMAIRE CAHIER PARTENAIRES



Alfa3a LE LOGEMENT ACCOMPAGNÉ



Adapei de l'Ain PÔLE RESSOURCES PETITE ENFANCE



**Dynacité** UN CADRE DE VIE EN PLEIN RENOUVEAU À GEX



Ain Domicile Services

DOM' AVENIR SERVICES

SUIT SON ÉTOILE



Conseil départemental UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR LES SERVICES SOCIAUX



Caf MONOPARENTALITÉ ET MAINTIEN DES LIENS



ORSAC
ENTRETIEN AVEC LA NOUVELLE
PRÉSIDENTE DOMINIQUE LEBRUN



MSA
UNE DÉMARCHE PARTENARIALE
POUR MIEUX RÉPONDRE AUX
BESOINS DES FAMILLES



Adapa UN60<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE POUR RENDRE HOMMAGE AUX ÉQUIPES

# L'INVITÉ DU CAHIER

# Escapade côté Saône-et-Loire Sur le Pont du social

Créée en 1976 pour héberger des sortants de prison, l'association Le Pont agit aujourd'hui sur toute la Saône-et-Loire contre la précarité et l'exclusion sociale.

Dernière-née des initiatives pour l'insertion, la création de l'atelier Eco'Cook, qui transforme des surplus alimentaires en savoureux plats et conserves.

Ile n'œuvre pas directement dans l'Ain mais, de par sa proximité, elle n'y est pas sans liens ni partenaires tels la Banque alimentaire 01: l'association Le Pont est née à Mâcon. Au CHRS d'origine, se sont ajoutées au fil des ans diverses actions et missions, avec toujours la même volonté: répondre aux besoins des plus démunis.

Présente aujourd'hui sur neuf sites en Saône-et-Loire, avec près de 200 salariés et une centaine de bénévoles, elle héberge, loge et/ou accompagne 10 000 personnes par an. Multiples et complémentaires, ses activités conjuguent hébergement, accompagnement social, au logement, aux soins, insertion par l'emploi, accueil des demandeurs d'asile: CHRS, pensions de famille, gestion du SIAO, SAMU social, intermédiation locative, lits halte soins santé, agents de santé, service mandataire judiciaire, ateliers chantiers d'insertion, ressourcerie, boutiques solidaires, conserverie alimentaire. CADA, CPH, aide aux migrants sortant du dispositif de protection de l'enfance...

« Chaque service est décliné sur chaque territoire, avec de petites équipes de



trois ou quatre salariés, pour être au plus près des personnes » souligne le directeur, Gilles Vulin. Le Pont se veut réactif « pour répondre rapidement aux besoins des politiques publiques, être force de propositions, expérimenter des dispositifs innovants ». À noter dans les prochains mois: l'ouverture de vingt lits d'accueil médicalisé (LAM) au centre hospitalier de Montceau-les-Mines - une première en Bourgogne-Franche-Comté -, un projet avec la Direccte, dans le cadre de la revitalisation des territoires, pour accompagner vers l'emploi des personnes en très grande rupture, la fusion absorption de l'association Châlonnaise La Croisée des Chemins...



Le premier point fort de notre projet associatif est d'être au plus près des besoins des territoires, dans "l'aller vers" les personnes en difficulté.

> LLES VULIN Directeur



#### LE LOGEMENT ACCOMPAGNÉ





# Le logement accompagné c'est :

- Un logement tout compris, accessible, durable ou temporaire.
- Un tremplin vers l'autonomie favorisant les projets et le parcours résidentiel
- Un accompagnement adapté et sécurisant.

#### Le pôle immobilier c'est :

- 107 salariés dont 97 ETP
- 299 logements diffus et 2 951 logements accompagnés dont
  - · 3 fover
  - 15 résidences sociales dont 2 résidences sociales jeunes
  - 3 résidences tout public
    6 résidences pour étudiants
  - 6 residences pour etudiant
  - 1 foyer jeunes travailleurs
  - 3 maisons relais pensions de famille

#### En 2018 :

- 7 776 résidants accueillis
- 5 719 entrées et 5 802 sorties

Alfa3a 14 rue Aguétant 01500 Ambérieu-en-Bugey 0474382977

Le logement accompagné est un outil du développement local

# Un tremplin vers un nouveau départ

Avec près de 50 ans d'expertise dans le logement accompagné, Alfa3a permet aux personnes notamment fragilisées ou connaissant des difficultés momentanées d'avoir un toit et une écoute, le temps de se reconstruire.

#### PAR CHRISTOPHE MILAZZO

e logement accompagné représente 91 % du parc immobilier géré par Alfa3a. Il en est le socle avec une diversité de structures s'adaptant aux besoins d'un public pluriel. Les maisons relais accueillent des personnes en grande précarité. Les plus âgées ou fragiles resteront à long terme, les autres bénéficieront d'un accompagnement renforcé pour stabiliser leur situation. Les résidences sociales sont des tremplins vers le logement ordinaire pour des publics variés avec des difficultés passagères (accident de la vie, problèmes financiers, séparation...). Des structures spécifiques sont pensées pour les besoins des jeunes. Prochainement, une résidence accueil permettra l'accès au logement de personnes en souffrance psychologique.

#### **UN TRAVAIL COLLECTIF**

Les demandes de logement se font principalement sur chaque site. Un diagnostic et des commissions d'attribution partenariales examinant la situation financière et sociale du résidant sont essentiels à la réussite de son parcours. « Ce n'est pas de l'accueil d'urgence. Nous prenons le temps pour être sûr de la compatibilité des personnes avec le projet de la résidence et créer une relation de confiance. L'insertion passe par la mixité des publics. L'objectif est qu'elles rebondissent le

plus rapidement possible » précise Emmanuel Maître, responsable du service gestion locative. Pour réussir, Alfa3a mise sur la présence humaine qui rassure. « Les résidants trouvent toujours de l'écoute. L'accompagnement est individualisé: nous centralisons le projet de la personne pour voir avec quels outils et partenaires le faire avancer. »

#### **COLLER AUX BESOINS**

Les programmes immobiliers ont changé: résidences à taille humaine, insérées dans le tissu urbain, logements modulables et confortables. Chaque opération est unique, définie avec tous les acteurs pour répondre à sa vocation et aux besoins des résidants. « Le logement accompagné s'adapte aux évolutions sociétales. Il faut rappeler son utilité sociale et les coûts évités par les missions d'accompagnement » ajoute Véronique Leteneur, directrice du pôle immobilier. « C'est un outil de développement économique local au service des collectivités que nous accompagnons dans l'élaboration des projets et la construction. La programmation de logements accompagnés doit être intégrée dans tous les documents d'urbanisme ».





#### PARCOURS RÉSIDENTIEL

# « Nous ne sommes pas un bailleur comme les autres. »

Pour que le logement accompagné soit un tremplin, les professionnels misent sur la proximité et la confiance.

arié et concret, c'est ainsi que peut être décrit l'accompagnement.

« Il faut bien connaître les résidants pour les accompagner le mieux possible. Ils doivent comprendre que nous sommes là pour les aider à trouver des solutions » explique Célia Degenève. « L'accompagnement est global pour que les résidants acquièrent l'autonomie nécessaire » poursuit Marion Melat. Avec les jeunes, l'emploi et l'accès aux droits priment. « Ils manquent de repères et ne savent pas où s'adresser. Il faut aussi gérer les tempéraments et apprendre les règles de vie. »

#### **DES ÉCHANGES PERMANENTS**

Dès le premier rendez-vous, un lien se crée pour rassurer les résidants et les proches. Il convient toutefois de prendre le temps d'accueillir les résidants et de les laisser souffler. «Le collectif aussi sert aux accompagnements individuels car les résidants se livrent de manière informelle » ajoute Marion Melat. « Ils ne sont pas seuls : nous sommes un soutien, un repère » estime Célia Degenève. « Nous ne sommes pas un bailleur comme les autres. En cas d'impayés, j'appelle, je demande ce qu'il se passe. Il ne faut pas les mettre en échec mais trouver ensemble des solutions. »

#### PRÉPARER LA SORTIE

Après le cocon du logement accompagné, le passage vers le droit commun peut être inquiétant. Les résidants sont accompagnés jusqu'à ce qu'ils soient prêts en s'adaptant à leurs souhaits et au territoire. « Certains pensent au relogement dès l'arrivée. Il faut l'expliquer progressivement à d'autres » complète Marion Melat. « Travailler la sortie, c'est aussi faire revenir à la réalité. La décision appartient au résidant mais il nous arrive de conseiller de refuser une proposition de logement si elle ne semble pas appropriée. »



Cet ancien foyer de jeunes travailleurs est devenu une résidence sociale pour 85 personnes. Le public a changé, passant de 50 à 30 % de personnes âgées immigrées. Nous avons des familles, monoparentales ou non, des hommes isolés et des jeunes issus de dispositifs de demandeurs d'asile qui connaissent leur premier logement autonome. La population est hétérogène mais, dans l'ensemble, ca se passe bien!

# Comment fonctionne l'accompagnement?

Nous avons un responsable, une assistante de gestion, un agent technique, un agent de collectivité et moi. J'accueille sur rendez-vous et je tiens des permanences pour maintenir un cadre et préparer les résidents au droit commun L'accès aux droits prend le plus de temps. J'interviens aussi pour le logement et l'accès aux soins. Pour l'insertion professionnelle, je m'appuie sur Pôle emploi, les référents RSA... Nous sommes polyvalents mais, sur les sujets complexes, nous passons le relais.

# Quels sont les liens avec les résidants?

Je fais de la veille sociale pour m'assurer que tout va bien. Après le bilan d'entrée, nous parlons du projet puis nous faisons des points réguliers. C'est du cas par cas! Certains viennent chaque semaine, d'autres moins mais il est rare de passer un mois sans voir un résidant. L'objectif des deux ans pour la sortie les pousse à être acteurs et j'essaie toujours de prendre le temps de faire avec eux. La réussite de la sortie dépend de l'anticipation: ils doivent penser à s'équiper et franchir le cap, ce qui peut poser un frein psychologique. Nous n'avons jamais connu de mise en échec ou de retour en arrière.







- Le pôle ressourcesO-6 ans :
- facilite l'accès des enfants à besoins particuliers aux lieux d'accueil.
- met en lien les familles avec les structures existantes.
- aide à la constitution des dossiers administratifs pour l'accès aux droits.
- Une trentaine de familles accompagnées gratuitement depuis la création. Interventions sur un rayon de 30 km autour de Belley.

#### Le pôle ressources s'inscrit dans un collectif comprenant:

- PMI et assistants maternels
- Établissements d'accueil du jeune enfant
- Périscolaire
- Centre social
- Acteurs de la scolarisation
  Services à la personne
- SESSAD, CMP, CAMPS, nédiatrie
- Élus
- Communauté de communes

• MSA

Pôle ressources petite enfance—Bugey Sud 134, rue Saint-Martin 01300 Belley 06 71 97 42 18 poleressources. petiteenfance@adapei01.fr



# L'Adapei se mobilise pour les petits Bugistes

À Belley, le pôle ressources petite enfance répond aux interrogations et accompagne familles et professionnels face aux difficultés de certains enfants, handicapés ou non, derrière une dynamique partenariale.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

ans CAMPS (Centre d'action médico-sociale précoce) à Belley, les parents confrontés à des problèmes d'intégration de leurs enfants dans les parcours ordinaires pouvaient se sentir seuls. Pour y remédier, l'Adapei a mis en place un pôle ressources petite enfance. Après une étude de besoins, le projet a fait l'objet d'une fiche dans le CPOM (Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens) signé entre l'Adapei et l'ARS. Le pôle s'appuie sur une intervention menée depuis 23 ans dans l'établissement d'accueil de jeunes enfants de Belley pour stimuler et prévenir le développement du handicap chez les jeunes avec des difficultés de développement et faciliter l'accueil des enfants handicapés.

#### **UN ACCOMPAGNEMENT COMPLET**

Le pôle ressources évite les ruptures de parcours et favorise l'inclusion. « Nous ne faisons pas de diagnostic, nous orientons vers son élaboration. Ensuite, nous accompagnons les familles tout au long de leur parcours » explique Nadine Mohaupt, directrice du pôle ressources, de l'IME et du SESSAD de Belley. « Quand il n'y a pas de diagnostic du handicap, nous accompagnons la famille pour comprendre les difficultés de l'enfant. » Les prestations s'adressent aux parents et aux professionnels de la petite enfance par des interventions en extérieur ou dans les locaux du SESSAD. L'été dernier, les animateurs du centre d'accueil de loisirs ont été sensibilisés aux besoins et aux outils utiles avec un public aux besoins particuliers, améliorant la qualité d'accueil.

#### LA DIMENSION COLLECTIVE

Pour dynamiser les ressources locales, un réseau s'est structuré, rassemblant tous les acteurs du parcours des 0-6 ans à Belley. Soutenu par la ville, ce collectif est piloté par le CCAS. « Nous travaillons avec tous les professionnels du territoire confrontés à des familles voulant identifier la nature des difficultés d'un enfant » résume Nadine Mohaupt. Ce collectif, amené à s'élargir, identifie les ressources mobilisables, élabore un diagnostic, crée des liens entre partenaires, partage les informations, identifie le rôle de chacun et pilote des proiets communs.

#### UN PARTENARIAT ACTIF SUR LE TERRAIN

# Des professionnels à l'écoute

Jusqu'à une prise en charge pérenne, les professionnels facilitent l'inclusion et accompagnent parents et professionnels.

ès qu'un partenaire du collectif 0-6 ans repère une situation de rupture, la famille prend contact avec le nôle et une rencontre s'organise pour évaluer les besoins. « C'est une photo de leur situation, d'où ils en sont dans le parcours de leur enfant » résume Mathilde Durochat-Barbe. Ce temps d'écoute est essentiel pour des parents parfois submergés. «Le symptôme peut prendre toute la place. Il faut fluidifier les relations, le parcours de l'enfant, remettre de l'huile dans les rouages! » L'assistante sociale et la psychologue apportent leur soutien. Toutes les trois semaines, un bilan du partenariat, de l'avancée du projet et de certaines situations est dressé. Au gré des besoins, des accompagnements en binôme peuvent être proposés. Le pôle étant adossé au SESSAD géré par l'Adapei, Mathilde Durochat-Barbe peut échanger avec ses collègues et compter sur des outils com-

#### LA PROXIMITÉ AU SERVICE DE L'INCLUSION

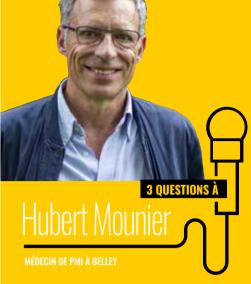
Après l'analyse des besoins, des actions et des outils éducatifs sont proposés aux familles. L'orientation vers d'autres

Prise en charge par une structure spécialisée ou de l'inclusion.

Nous accompagnons les familles tout au long de leur parcours.



professionnels est affinée, précisée et expliquée. « Nous faisons de la vulgarisation sur le rôle de chacun et essayons de donner un sens au parcours de l'enfant » résume Mathilde Durochat-Barbe. Le recensement préalable a été essentiel à la réussite de l'orientation. « Il était important de connaître les partenaires. Ouand je dis aux familles d'y aller de ma part. elles sont plus en confiance, » Mathilde Durochat-Barbe peut également observer l'enfant dans ses lieux d'accueil pour adapter son accompagnement et conseiller les professionnels. L'accompagnement peut s'arrêter à la limite d'âge ou quand les familles partent. Mais l'objectif est atteint quand une solution est trouvée telle une



#### Qu'apporte le pôle?

Il y a trois mois d'attente au CAMPS d'Ambérieu, dix-huit au CMP de Belley et deux ans pour les orthophonistes. Or, plus on intervient tôt, mieux c'est. Nous espérions un CAMPS mais le pôle rend service aux familles, souvent perdues, pour rechercher des professionnels adaptés. L'éducatrice sert de relais entre le dépistage et les structures de prise en charge et de guide éducative, mettant en pratique des conseils.

# Comment se passe la détection?

Nous voyons les enfants en consultations régulières ou pour les bilans scolaires. Nous repérons le plus tôt possible les troubles du développement mais sans mettre d'étiquette. Puis nous orientons vers les CAMPS, ORL, orthophonistes... Le pôle ressources est cité pour la guidance éducative. Je les sollicite très régulièrement. Les parents sont très en confiance, le courant passe bien. Ensuite, nous sommes en lien quand il y a des problèmes et échangeons facilement, toujours avec l'aval des parents.

# Quel regard portez-vous sur le fonctionnement du pôle?

Nous travaillons main dans la main avec la même ligne de conduite, sans jugement. La détection d'un problème peut sidérer les parents. L'éducatrice va apaiser les choses, leur faire reprendre confiance pour poursuivre l'accompagnement. C'est un relais de proximité très utile avec une très bonne écoute, de l'empathie et une prise en charge de qualité. Chacun est à sa place mais j'écoute attentivement ses remarques. Même avec un CAMPS, il faudrait conserver ce pôle disponible, léger, mobile et réactif.



#### UN CADRE DE VIE EN PLEIN RENOUVEAU À GEX





#### **FN BRFF**

- Un quartier de 193 logements
- 21 mois de travaux de réaménagement total des espaces extérieurs:
  - · nouvelles voies et
- dessertes, parkings, éclairage · création d'aires de rencontre, de jeux pour enfants, de jardins
- nartagés • végétalisation, plantation d'arbres.
- Un programme de construction neuve, mixant locatif et accession à la propriété
- Un fort accompagnement des locataires:

• rencontres en norte-à norte et sur le terrain envoi à chaque locataire d'un flyer mensuel sur l'avancée des travaux · livret et panneaux d'information.

> Chaque locataire a recu un livret illustré présentant le projet en détail, avec plans et planning des travaux.

www.dynacite.fr







« C'est vraiment un projet d'ouverture du quartier, à tous

Nouvelles voies et chemins, aires de jeux, plantations, espaces de rencontre... Les premiers travaux du projet de réaménagement total du quartier ont débuté.

#### PAR ANNICK PUVILLAND

on loin du centre-ville de Gex. s'étend sur un vaste terrain aux pelouses nues le quartier Charpak, composé de sept immeubles Dynacité. Cette ensemble réunit 193 logements, spacieux et lumineux, avec balcons. Tous ont été rénovés en 2011-2016 avec notamment la réfection des-facades, la remise en état des parties communes, l'amélioration énergétique... Le désenclaver, l'ouvrir sur l'extérieur, lui donner un nouveau souffle, était un projet de longue date. Ce sera bientôt une réalité.

Pour poursuivre cette première phase de réhabilitation, ont été lancés cet été de grands travaux de réaménagement des espaces publics afin de proposer aux habitants un nouveau cadre de vie au guartier. La création d'un nouvel axe structurant de circulation nord/sud, de voies sécurisées pour piétons et vélos, d'accès adaptés pour les personnes à mobilité réduite, de nouveaux stationnements, facilitera les déplacements. De même, la réalisation d'une placette centrale, d'aires de jeux pour enfants, de jardins partagés facilitera la rencontre et le lien social... Un réaménagement complet des espaces verts avec de nouvelles plantations apportera ombre, fleurissement et biodiversité

végétale. « Le quartier est vraiment repensé globalement. La restructuration est prévue par secteurs pour minimiser l'impact des travaux pour les riverains », souligne Guillaume Cuneo, responsable de projets à Dynacité.

#### **PEAU NEUVE ET LOGEMENTS NEUFS**

Au printemps 2021, le quartier aura fait peau neuve. Le second temps du projet visera à densifier le quartier afin de répondre aux besoins de logements sur le territoire et de faciliter le parcours résidentiel. De nouveaux logements compléteront le parc locatif et ouvriront l'offre d'accession à la propriété, sociale et classique.

Si le projet était attendu, il a pu aussi inquiéter. Plutôt qu'un mauvais bouche-à-oreille, mieux vaut une bonne communication pour faciliter la compréhension du projet et l'accompagnement des habitants. Pour cela, rien de mieux que l'échange direct et suivi. Chose faite notamment par des rencontres avec les habitants, du porte-à-porte cet été et la création d'un document présentant l'ensemble du proiet. Pour maintenir le contact avec les locataires tout au long du projet, un flyer sera adressé chaque mois à chacun d'entre eux, présentant l'avancée des travaux.





« La médiation se poursuit pendant les travaux et l'avancée de la réflexion sur la deuxième phase du projet. » Anne-Sophie Asselin, directrice de l'agence Nalisse



Héloïse Chysclain, de l'agence Nalisse, à la rencontre des locataires, en porte-à-porte.

#### Une médiation tout au long du projet

# Mieux qu'une réunion publique!

Les échanges avec les habitants ont conforté le bien-fondé du projet de réaménagement.

Dans la semaine du 15 iuillet. **Anne-Sophie** Asselin et sa collaboratrice Héloïse Chysclain ont frappé aux portes des 193 logements, en revenant une deuxième et troisième fois à une autre heure, en cas de non-réponse.

Objectif: rencontrer les locataires pour échanger avec eux sur l'aménagement de leur quartier. Plus d'une centaine ont pu ainsi être rencontrés. Pour compléter la démarche et rencontrer le maximum d'habitants, elles sont aussi allées au-devant des habitants sur le terrain, en installant un convivial espace d'information, où plus d'une cinquantaine de locataires se sont arrêtés.

#### **OUE DES RETOURS POSITIFS**

Les habitants ont apprécié. « On a pris vraiment le temps d'expliquer le projet; les habitants ont questionné, donné leurs remarques. Ils nous ont remerciés pour la démarche. C'est mieux qu'une réunion publique! » indique Anne-Sophie, fondatrice de l'agence Nalisse spécialisée dans la médiation et la concertation, missionnée par Dynacité tout au long de l'opération.

Premier bilan: « Nous n'avons eu que des retours positifs sur la phase de réaménagement. Les chemins piétons, les aires de jeux, les plantations... sont très attendus. Les échanges ont été super-intéressants. » Conscients que les travaux peuvent gêner un peu leur quotidien, les locataires l'acceptent volontiers.

« Sur la deuxième phase du projet, la construction de logements neufs, ils s'interrogent mais comprennent que c'est nécessaire sur le territoire. Plusieurs personnes nous ont dit être intéressées par l'accession à la propriété, pour elles ou leurs enfants. Des familles entières vivent ici. On sent un vrai attachement au quartier. »

#### DES RELAIS AUPRÈS DES LOCATAIRES

Vivre dans un quartier, c'est aussi vivre avec tout son environnement. Les médiatrices ont rencontré le centre social, la crèche, l'Accueil gessien, les associations, les adjoints au maire... « Ils sont des relais auprès des locataires. » Autre précieux relais d'information : le gardien d'immeubles. Claude, employé de longue date, que tous les habitants connaissent bien.



#### Qu'est-ce qui caractérise ce quartier?

Plusieurs vagues de population, avec des familles issues de l'immigration, sont arrivées dans ce quartier, ce qui a pu amener à un moment des tensions. Mais aujourd'hui – et on l'a vu déjà avec les précédentes réhabilitations –, les habitants se sentent bien leur logement, ils ne veulent pas le quitter. Les enfants qui ont grandi là demandent à v habiter.

#### Que va apporter son réaménagement?

Un renouveau, une vraie optimisation, avec des pistes cyclables, des jeux pour enfants, une place... Il va lui donner un autre sens, une diversité de population. Les gens vont pouvoir acheter un logement, à prix raisonnable. C'est une chance sur le Pays de Gex, qui est une zone tendue comme la région parisienne. Des gens arrivent de toute la France pour travailler mais ne peuvent pas se loger! Nous avons une liste de 4 000 demandes de logement social. Le logement privé est deux à trois fois plus cher, il faut un salaire suisse pour le payer. Le quartier a tout à proximité : les commerces, la piscine, les écoles, le futur lycée... Il sera sur le traiet du bus à haut niveau de service qui reliera Gex à Genève en 45 minutes. Il est considéré comme un centre de ville, ce qui justifie sa densification.

#### Comment réagissent ses habitants?

Le projet a pu amener des tensions au tout début, certains avaient lancé une pétition contre. Dynacité a mis en place une médiation très judicieuse. Aujourd'hui, les habitants ont compris que ce projet va dans le bon sens.





PROJET ÉTOILE

Le projet ÉTOILE : Évolution du Travail -Organisation Innovante - L'avenir en Équipe

- Ain Domicile services est une des trois associations réunies depuis 2015 au sein de Dom'Avenir Services: Serenity. Dom (Rumilly dans le 74) et Sève Service de Vie (Bourgoin-Jallieu dans le 38) en font aussi partie.
- 2 800 bénéficiaires
- 450 professionnels du domicile
- Les financeurs: l'ANACT (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail) à hauteur de 30 000 €) et les départements 01, 74, 38 pour 76 000 €
- les trois associations adhérent à la fédération nationale, Adessadomicile

AIN DOMICILE SERVICES
Tél.: 0474214252
contact@aindomicileservices.fr
www.ain-domicileservices.fr/



On accompagnait les personnes, mais on martyrisait les salariés.

# Un projet qui fait du bien!

Debout, dos au mur, au coude à coude, elles sont dix à témoigner de la nouvelle organisation en équipes. Dix salariées de trois associations d'aide à domicile engagées dans le projet Étoile.

#### PAR ALAIN GILBERT

es questions fusent, les réponses rebondissent. Le sujet passionne collègues, cadres
et directeurs qui ne s'attendaient pas à ce que
le pari soit si vite et si bien engagé. Première
étape d'un parcours démarré en avril et prévu
sur deux ans, la rencontre de Bourgoin-Jallieu
a énuméré les bienfaits d'une démarche innovante:
laisser les salariés se constituer en équipe, s'organiser,
se responsabiliser. Prendre en fait le contre-pied d'un
schéma qui ne fonctionne plus: l'organisation hiérarchique, l'isolement dans les missions, le mal-être au
travail.

Les solutions décortiquées sont séduisantes: une équipe, pluridisciplinaire ou non, s'organise en fonction du bénéficiaire; elle suppose une mise en commun des missions, des informations, des difficultés grâce à des temps réguliers de concertation; elle prévoit la mise en place d'une astreinte à tour de rôle, confiée à une

seule personne disponible en temps. Les dix salariées ont témoigné avec force des bienfaits engendrés pour elles-mêmes. Étoile transforme tout sur son passage: la mauvaise image du métier, la lassitude et la solitude des intervenants, l'absentéisme et l'abandon, les mauvaises grâces de certains bénéficiaires. Jusqu'au recrutement et à la fidélisation des salariés placés sous de meilleurs auspices. Toute la galaxie de l'aide à domicile travaille à cette évolution, mais Dom'Avenir Services trace une trajectoire originale.

L'expérience devrait vite devenir la norme, comme l'explique **Geneviève Gaudin**, la directrice d'Ain Domicile services, séduite par ces retours gagnants. Elle mesure la plus-value dégagée pour les directeurs qui pourront gérer un autre dynamisme et pour les cadres qui disposeront de temps pour s'investir dans d'autres projets. C'est vrai qu'au tableau des plus, l'aide à domicile renaît sous une bonne Étoile.





Aurélie Pulcini, responsable de secteur à Bourg

Bruno Le

en organisation,

#### RÉACTIONS

# « Elles revivent! »

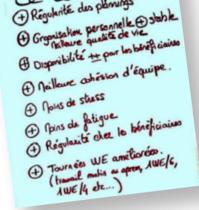
Aurélie Pulcini est partie en congés sereine, ce qui n'était pas toujours le cas avant. Trois semaines cool après six mois de bouillonnement puisque son assistante a assuré.

la rencontre de Bourgoin-Jallieu, son enthousiasme faisait plaisir à voir. Responsable de secteur à l'antenne de Bourg, **Aurélie Pulcini** a témoigné de ce qu'elle a vécu avec son équipe Étoile de dix salariées, à temps plein, polycompétentes, confrontées à des situations de dépendance les plus lourdes. Cri du çœur: « Elles revivent! »

À tel point que leurs collègues les appellent, envoient des messages, posent des questions: « Les vingt-cinq autres salariées du secteur demandent quand et comment ce sera leur tour. » Le bilan au bout de six mois? « Ce n'est plus la responsable de secteur qui règle tout. Elles apportent leurs solutions. »

L'équipe d'Aurélie a eu carte blanche pour réfléchir et proposer. « On a remis à plat plein de choses. On leur a surtout donné la parole, ce qu'elles ont beaucoup apprécié. Cet échange a été moteur. »

Au quotidien, cela se traduit par plus de sérénité, moins de stress, plus de disponibilité aussi. Les membres de l'équipe, présentes à ses côtés pour témoigner, ne l'ont surtout pas démentie.



(2) Qui fonctione (4) Régulaitée des plannings



ix femmes, un coach. **Bruno Le Gouis** n'est pas du genre à la ramener en permanence. Son expérience a été précieuse pour cette remise en cause.

Lui aussi était dos au mur: on allait voir si sa stratégie d'accompagnement avait fait mouche. Deux préjugés favorables: sa chemise rose et ses talons joints qui lui donnent un côté sympathique et sa solide expérience de conseil en management et organisation au sein du cabinet Org'Intégra, très sollicité par les opérateurs du domicile.

Sans oublier les dix avocates debout à

ses côtés,- prêtes à témoigner que sa méthode immersive les avait boostées. Il explique: « Ces salariées ne sont pas des exécutantes. Vu ce dont elles sont capables pour organiser leur travail et répondre à des sollicitations très diverses, on peut leur faire confiance. Elles ont beaucoup à dire. Elles sont riches d'expériences. Elles connaissent très bien les processus de travail. Leur potentiel est bien plus grand qu'on ne le croit. Ce qui prouve que les solutions appartiennent aux équipes et que mon grand bonheur est d'aider à ce qu'elles émergent. »



# Quel bilan tirez-vous de cette iournée où vous deviez écouter?

Nous avons été emballés par cette rencontre portée par les équipes. L'expérience a démarré début avril. Rien n'était en place, il fallait tout inventer. Nous imaginions que cette montée en puissance de la nouvelle organisation des équipes nécessiterait deux ans. Il n'aura fallu que six mois. Cet enthousiasme nous a épatés. Il fait piaffer d'impatience les salariés qui n'ont pas encore vécu l'expérience.

#### Comment passer de l'expérience au mode d'organisation?

Cette démarche organisationnelle va devenir la norme. Nous ne sommes pas les seuls à réfléchir au reformatage des équipes. On en parle ici ou là, avec des solutions plus ou moins innovantes. Notre originalité tient dans l'esprit de la démarche: nous avons défini un cadre qui permet de tout dire, qui demande aux cadres et aux responsables de secteur de jouer le jeu, qui laisse aux équipes le soin de s'organiser sans modèle imposé.

#### Cette organisation va nécessiter du temps... donc de l'argent.

Nous allons dresser un bilan financier, vérifier si ce pari aboutit à un modèle économique. Il y a d'un côté des coûts: les temps où l'on ne "produit" pas pour mieux s'organiser, celui que l'on réserve à l'astreinte à tour de rôle. De l'autre, il y a des économies: moins d'absences, d'arrêts maladie, de remplacements, de stress... C'était une des préoccupations de ceux qui financent cette démarche qui vise à améliorer la qualité de vie au travail. Pour nous, le gain sera aussi d'être au plus près du bénéficiaire.

« Nous n'avons plus d'appel de bénéficiaires

pour nous dire: je ne

# REPORTAGE



# En pratique

#### \_\_l e lieu

La résidence Haïssor (Habitat Intégré Service Solidaire Regroupé) de Dorthan, à Bény, propose cinq logements à des personnes âgées encore autonomes, dans un programme de 17 logements construits par Ain Habitat. L'antenne Adapa de Saint-Étienne-du-Bois en assure le suivi.

#### Le principe

La résidence Haïssor ne fait pas qu'accueillir et sécuriser des personnes âgées dans des logements indépendants : elle leur permet d'avoir une vie commune grâce à un projet propre à la maison et des animations.

#### Les participants

Ils ont un point commun qui les soude : tous sont originaires de la commune. Ils se sont connus enfants ; ils se retrouvent séniors. Si les visages sont gravés dans les mémoires ; les portraits sont là pour défier le temps.

# Séance portraits à Bény Venez comme vous êtes!

On a tout de suite aimé! L'idée, l'ambiance, la qualité des portraits, les clic-clac de l'émotion, les traces qu'ils laisseront dans les cadres et les cœurs, la pertinence de cette animation qui change des aprèsmidi belote ou scrabble.

#### ENOUÊTE LAIN GILBERT

ans la salle commune qui ouvre sur le patio, on a baissé les volets pour "faire le noir"; on a poussé chaises et tables pour ménager de la place. Jean-Claude a tendu contre le mur son rideau

noir et déployé ses "boîtes" à lumière. On ne verra pas les assiettes peintes accrochées derrière ni les oripeaux glissés sous la table. Du matériel de pro pour une ambiance studio. Du sérieux!

Briefing autour de la grande table qui réunit d'ordinaire les résidents: Mme La Grange (Françoise, l'animatrice des temps collectifs, salariée de l'ADAPA), Mme Déforme (Bernadette), Mme Guiller



min (Paulette), tout sourire; Mme Bonnet (une autre Paulette), un peu inquiète, M.Pobel (Alexandre), cravaté comme un dimanche, et en bout, très décontract, M. Guillermin (Jeannot).

Maryline explique la séance. Elle a apporté les chapeaux - de paille, de mariage, de conscrit...- et les accessoires. La température monte d'un cran. Tout le monde s'est préparé. Coiffeur pour les dames,

coup de peigne pour les messieurs. Prêts?

#### Photothétrapio

Maryline Soupe Dit-Dubois, la responsable de l'antenne Adapa de Saint-Étienne-du-Bois, aime bien venir à la résidence Haïssor de Bény qu'elle a suivie depuis la naissance du projet, porté par les élus et réalisé par Ain Habitat. Elle aime aussi la photo. Elle a tiré par la manche Jean-Claude Roux, amateur passionné et éclairé de beaux clichés, adepte de la "photothérapie" qui améliore l'image de soi. Ils se connaissent grâce au Photo Club bressan.

Quand elle a proposé cette animation, le petit monde de la résidence a tendu l'oreille. Les photos, ils aiment! L'an dernier, ils ont proposé au village et aux familles une exposition consacrée à leurs sorties. Un joli succès. Là, c'est le petit oiseau qui va sortir. Une animation intra-muros pour se faire tirer le portrait en groupe, mais chacun son tour.

#### Sortir du cadı

"Venez comme vous êtes!" Le slogan martelé par un célèbre vendeur de hamburgers va comme un gant à la séance: nos résidents jouent le jeu et s'amusent comme des petits fous avec calot, galures, queue-de-renard, parures et éventail.

On n'est pas dans le mitraillage aveugle du téléphone portable ni dans l'à-peu-près du polaroïd. Ici, face à l'objectif, dans un moment imprévisible, chacun devient soimême. Un instant de fantaisie, de liberté, de vérité, d'émotion aussi quand l'alliance de celui qui n'est plus là est accrochée discrètement au collier. C'est tout l'art du portrait que maîtrise Jean-Claude, amusé par ces yeux qui pétillent.

Les voici pris sur le vif, souriants, espiègles, heureux. Ce sont de beaux portraits, différents de ceux qui s'éternisent sur le buffet pour rappeler mariages, naissances, anniversaires et relier sans fin les générations. Ceux-ci vont prendre place dans la descendance, en noir et blanc ou en couleur, sur clé USB ou tablette. Le numérique c'est formidable pour rappeler à chacun qu'il n'est pas un numéro.

















#### La Solidarité et la nroximité en chiffres :

- 16 centres départementaux de solidarité
- Près de 50 services départementaux de proximité
- 400 agents en territoires
- **280 000 appels** par an

Une porte d'entrée Internet unique: www.ain.fr

#### ADRESSE POSTALE: Département de l'Ain

Direction générale adjointe de la Solidarité

Site de La Madeleine 13 avenue de la Victoire BP 50415 01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX

Nous avons fait le choix du 100 % numérique en interne.

# La Solidarité prépare Son big-bang

Le big? C'est la décision adoptée par les conseillers départementaux de réorganiser les services sociaux de l'Ain. Le bang? C'est la déclinaison opérationnelle présentée à la session de juillet. En décembre, la galaxie Solidarité tournera autrement!

#### PAR ALAIN GILBERT

e Département a su tirer parti de l'audit commandité à l'ouverture du mandat. Dans le cadre d'un plan (Quand les contraintes deviennent proiets), il relève deux défis: mieux coller aux territoires et maintenir la vitalité du service rendu.

La réorganisation des services de la Solidarité figure même au titre des priorités de l'exécutif, avec trois exigences qui ont servi de canevas aux réflexions : durer dans le temps, être efficace, servir les Aindinois.

#### **UN NOUVEL UNIVERS**

Un diagnostic, partagé avec les agents pendant plusieurs mois, a montré la fragilité de la "galaxie" Solidarité soumise à des attractions nouvelles qu'il fallait détailler et combiner. Des forces externes comme l'incessante progression démographique, atténuée par de lentes régressions dans certains territoires ruraux (Comment être présent ici et là ?); des facteurs internes comme la dispersion territoriale des services ou d'incontournables contraintes budgétaires (Comment faire mieux à un budget contraint ?).

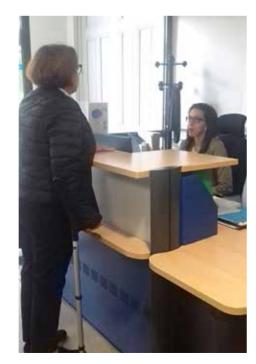
Toutes les planètes de la Solidarité doivent de plus vivre avec leur temps : l'usage du numérique conduit à envisager autrement l'espace et le temps, le lien avec l'usager, l'échange entre les services et les partenaires. La dématérialisation ouvre de nouveaux horizons.

#### LE CALENDRIER DU CIEL

Le Département n'a pas coupé ce nouvel univers en deux. Il n'a cessé de rappeler l'interactivité entre les deux hémisphères de la Solidarité : celui de ses agents qui vont gagner en cohérence d'équipe, d'encadrement,

d'outils et de pratiques, et même de sécurité ; celui des usagers qui seront mieux orientés grâce à une plateforme unique, mieux accueillis, près de chez eux dans les 16 centres départementaux de solidarité et les près de 50 services de proximité (voir ci-contre) et mieux traités dans leurs démarches sur internet.

Le big-bang est en marche. En juillet, les conseillers départementaux se sont prononcés sur les movens humains qui ne seront pas réduits mais redéployés, et les moyens financiers; en décembre, toutes les planètes devront être en mouvement.



# Ce qui change pour le public

#### 1 point d'accès, 4 territoires, + de 60 lieux d'accueil





Une seule



Un point d'entrée Internet www.ain.fr

#### Plateforme d'accueil

> 16 centres départementaux de solidarité (CDS) sur 4 territoires

caen aa pavnc - Fi	enner myeau de reponse -	Management, processus u	ecisionnei de broximile
BRESSE	VAL DE SAÔNE	PLAINE DE L'AIN	BUGEY
REVERMONT	DOMBES	: CÔTIÈRE :	PAYS DE GEX

Bourg Pierre-Gouion **Bourg Croix-Blanche** 

Châtillon sur-Cha. Saint-Didier-sur-Cha. Lagnieu Montrevel-en-Bresse | Pont-de-Vaux, Trévoux | Miribel

Ambérieu-en-Bugev

Nantua, Ovonnax Bellev. Valserhône Gex. Ferney-Voltaire

> Près de 50 services départementaux de proximité (SDP) Accueil physique sur rendez-vous sauf consultations ieunes enfants

Péronnas,

Saint-Denis-lès-Bourg. Villereversure. Coligny, Marboz, Saint-Trivier-de-Courtes **Attignat** 

Saint-Laurent-sur-S Pont-de-Veyle, Feillens, Mézériat. Saint-Paulde-Varax, Chalamont, Montceaux, Fareins,

Bâgé-le-Châtel. Vonnas Revrieux, Saint-Andréde-Corcy

Saint-Maurice-de-Plateau d'Hauteville Beynost, Béligneux, Montréal-La-Cluse, Izernore, Bellignat, Pont-d'Ain Arbent, Divonne-les-B., Château-Gaillard. Saint-Ramhert-en-B. Tenay, Loyettes, Serrières-de-Briord.

Prévessin-Moëns. Saint-Genis-Pouilly Artenare, Virieu-le-G., Seyssel, Culoz

En vert, les nouvelles communes dotées d'un SPD (une demi-journée par semaine) En bleu, les communes dotées d'un PAS qui accueilleront désormais un SPD 2 ou 3 jours par semaine.

# Vos nouveaux interlocuteurs

### 4 territoires, 4 directeurs

**BRESSE** REVERMONT

Christine **BOULIN-BARDET** 



christine.boulin bardet@ain.fr

**VAL DE SAÔNE** DOMBES

**Blandine** FILLON



@ain.fr

**BUGEY PAYS DE GEX** 

Catherine MERCIER



catherine.mercier @ain.fr

**PLAINE DE L'AIN** CÔTIÈRE

François BESSON



françois.hesson@ l ain.fr



#### **Comment concilier la présence** des services dans les territoires dynamiques et ceux en repli?

Un des enjeux de cette réorganisation a été de tenir compte de l'évolution de nos services depuis trente ans et de mesurer son adaptation aujourd'hui à notre société. Il nous fallait un maillage des territoires différent avec plus de souplesse et d'adaptation. Notre présence sur l'ensemble du département correspondra aux besoins locaux (nombre de jours d'ouverture des SDP. etc.).

#### Comptez-vous évaluer en temps réel la mise en place de ce nouveau service aux usagers?

Des indicateurs seront définis en amont pour mesurer l'efficience de ce nouveau service et le degré de satisfaction des agents et des usagers. Des ajustements seront envisageables pour garantir le meilleur service aux habitants. L'Ain est très dynamique, nous devons pouvoir évoluer dans nos actions ainsi que géographiquement pour être toujours au plus près des habitants.

#### Tout le monde n'a pas recours au numérique et n'est pas "mobile".

Aujourd'hui, nous sommes à un tournant vers le numérique, c'est pourquoi nos services seront toujours accessibles avec les moyens classiques. En ouvrant sur le numérique, il s'agit d'offrir aux Aindinois(e)s un point de contact supplémentaire, plus souple, plus rapide, pour entrer en relation avec nos services. En aucun cas. nous ne supprimons les modes de communication classiques que sont l'accueil physique, téléphonique et les courriers. Quant aux lieux d'accueil, ils demeurent aussi nombreux qu'avant avec une répartition adaptée aux territoires qui ont beaucoup évolué ces dernières décennies.







**RUPTURES** 

#### La monoparentalité dans l'Ain\*

#### - Allocataires Caf monoparents: 13 687 (sur 95 692 au total)

- · avant 1 enfant : 6 695
- 2 enfants : 5 110
- 3 enfants: 1473
- 4 enfants et plus : 409.
- Allocataires percevant l'ASF: 4269.
   \*Chiffres 2017.

#### - Sur les 1 590 allocataires ayant répondu à l'enquête:

- 92 % sont des femmes
- 74,4 % travaillent
- 54,8 % des situations de monoparentalité résultent d'une sénaration
- 34,8 % d'un divorce
- 5.5 % d'un décès
- 4.9 % d'un choix.
- Dans 75 % des cas, l'enfant réside avec la mère.
- Dans 18,4 % des cas, la résidence alternée est en place.

# Accompagnement social: 1736 rendez-vous relatifs à la séparation réalisés par les travailleurs sociaux de la Caf en 2018. 70 % de leurs interventions concernent le soutien à la parentalité

concernent es souten a la parentame (séparation, décès de l'enfant ou du conjoint, naissance) et 73 % d'entre elles relèvent de la séparation.

- La Caf finance les actions de médiation familiale. l'Espace

médiation familiale, l'Espace rencontre du Caric, et soutient le développement de dispositifs spécifiques tels que les crèches à vocation d'insertion professionnelles (VIP).

Les résultats de l'étude sont en ligne sur le site du Schéma départemental des actions éducatives et des services aux familles (SDAESF): https://www.sdaesf01.fr/

#### MONOPARENTALITÉ ET MAINTIEN DES LIENS

# Conjugalité en conflit coparentalité aussi

Suite à l'étude menée dans l'Ain, la Caf conviait à un colloque riche d'échanges, témoignages et expériences.

#### PAR ANNICK PUVILLAND

ans l'Ain, un enfant sur cinq grandit dans une famille monoparentale. Comment se vit le lien avec l'un et l'autre parent à l'épreuve de la séparation? Quelles incidences sur le quotidien? Afin d'analyser la complexe réalité de la monoparentalité et d'apporter des réponses adaptées aux besoins, la Caf a lancé une recherche-action, avec les partenaires du Schéma dénartemental des actions éducatives et des services aux familles. Première étape, une étude. « Monoparentalité et maintien des liens dans l'Ain ». menée en deux temps par Catherine Sellenet. professeure des universités en sciences de l'éducation et chercheuse au CREN: un questionnaire envoyé par mail à près de 4 000 allocataires. « avec un taux de retour excellent de 40 % » souligne Hélène Magnon. sous-directrice de la Caf. et une trentaine d'entretiens avec des parents solos, réalisés par la chercheuse et les membres de l'Observatoire départemental de la parentalité.



L'avant
séparation

façonne l'après.



#### Des pistes d'action à expérimenter

Présentés lors d'un colloque qui a réuni plus de deux cent cinquante professionnels, le 24 septembre à Bourg-en-Bresse, les résultats alertent notamment sur la nécessité d'offrir aux familles des réponses plus rapides et de proximité, à tous les niveaux (juridique, logement, aide matérielle...). S'il n'existe pas de modèle-type de monoparentalité, il reste que maintenir les liens avec l'enfant s'avère essentiel mais souvent complexe. Attention à la place des pères, trop négligée, pas assez prise en compte et soutenue.

Développer des actions parentalité pères/enfants s'inscrit pleinement dans les pistes d'action proposées par l'Observatoire départemental de la parentalité suite à l'étude. À suivre aussi parmi les objectifs pointés: acculturer les professionnels sur l'évolution des familles, la séparation, la gestion des conflits et le maintien des liens; mettre en place un soutien psychologique pour les parents se séparant et leurs enfants; expérimenter le « passage de bras » favorisant l'accueil des enfants et les relations entre parents au début de la séparation; créer un groupe de parole pour les enfants...

# « L'offre d'accompagnement social pour les familles

monoparentales va s'élargir en 2 020. » **Hélène Magnon,** sous-directrice de



« Les familles ne veulent pas être assistées mais soutenues. » Alain Moncel, chargé d'appui et d'expertise parentalité



« Le passage de uras est souvent utilisé dans les situations où il y a eu violences conjugales. » Kristel Kempa, responsable de service

à l'Espace famille

(ADSFA Allier)



« En groupe de parole, les enfants partagent leurs vécus, leurs émotions. » Martine Albouy, médiatrice familiale à

l'UDAF du Rhône

#### DES EFFETS COLLATÉRAUX

LES LIENS AVEC L'ENFANT À L'ÉPREUVE DE LA SÉPARATION

Étude et témoignages insistent sur la nécessité d'accompagner mères, pères et enfants.

Une clinique de la perte

Miribel, le centre de planification

a mis en place des entretiens fa-

miliaux pour « amener une écoute

mutuelle, permettre à chacun de

s'exprimer, trouver une solution, aller mieux

ensemble » indique Aurélie Boisseau, psy-

chologue. À Vichy et Moulins, dans l'Allier.

le « passage de bras » proposé par l'ADSEA

aux parents en conflit facilite et pacifie le

moment où l'un amène l'enfant à l'autre

pour le droit de visite à domicile. Dans le

Rhône, l'UDAF organise des groupes de

parole pour les enfants de parents séparés

ou en cours de séparation. Dans l'Ain, la Caf

propose systématiquement un accompa-

gnement social en cas de séparation. Ces

témoignages apportés par les deux tables

rondes, deuxième temps du colloque du

24 septembre, suite à la présentation des

résultats de l'étude par Catherine Sellenet,

ont assurément confirmé la nécessité d'agir

pour aider parents et enfants à vivre le pen-

dant et l'après-séparation conjugale.

Étude et témoignages ont amené questions et échanges avec le public. Que faire en cas de violences conjugales ? Préserver si possible le lien a une limite : « ne pas maintenir une chose qui ne permet pas à l'enfant de grandir » indique Catherine Sellenet.

Les effets de la séparation sur l'enfant dépendent amplement de sa cause. En tout cas, la monoparentalité n'est pas sans conséquences. L'enquête nationale menée en 2011 sur l'Union des familles en Europe sur plus de 1 100 personnes de 18 à 56 ans, dont les parents s'étaient séparés, révèle une clinique de la perte.

Ne pas confondre liens de filiation et d'attachement! Ces derniers ne se décrètent pas mais se construisent au quotidien de la vie ensemble.

La monoparentalité étant majoritairement féminine, la place du père est fragilisée et a tendance à disparaître. Les effets collatéraux de la rupture affectent aussi les grands-parents, oncles, tantes, cousins... Et ne pas croire que c'est parce qu'un couple se recompose qu'une famille se recompose! Comment aider sans stigmatiser? La question reste ouverte.



« Dans l'enquête, la moitié des personnes concernées par l'ASF ne connaissaient pas cette aide. »

**Muriel Nicod,** directrice comptable et financière à la Caf



# Catherine Sellenet

ENSEIGNANTE/CHERCHEUSE EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

# Comment définir la monoparentalité?

Le terme est ancien – elle a toujours existé – mais devient plus flou : il reflète une mosaïque de situations. Il est contesté par des experts, qui préféreraient celui de « bifocales » pour les monoparentalités nées de séparation ou divorce, les plus nombreuses aujourd'hui. Le terme de coparentalité a été inventé, c'est un joli mot mais il suppose une alliance entre les deux parents, qui est difficile à vivre comme le montre l'étude. Quand la conjugalité est en conflit, la coparentalité aussi.

# Quels résultats de l'étude vous ont le plus surpris?

C'est intéressant de voir à quel point l'avantséparation façonne l'après, a une incidence majeure sur la place du père par exemple. Beaucoup d'enfants ne voient plus ou en pointillé leur père, leur souffrance n'est pas traitée. Le « nomadisme » de l'enfant entre les deux parents n'est pas simple non plus. L'ai été très étonnée de voir que de nombreuses mères ne savent pas quel est l'état émotif de l'enfant oui voit son père.

# Quelles pistes d'action préconisez-vous?

Plusieurs axes se sont dégagés de l'étude : informer les familles, accompagner le conflit, soulager la charge quotidienne du monoparent...
Les parents ont fait des propositions intéressantes : des forums interactifs, une liste de boutiques solidaires, un soutien psychologique...
Les professionnels sont confrontés à des modèles de la famille qui bougent, qui réinterrogent leur vision personnelle. Le personnel est très féminisé : comment rejoindre les pères ?



#### Caf et Affaires étrangères

Depuis mai 2014, la Caf de l'Ain a pris en charge progressivement la gestion de l'allocation de soutien familial (ASF) et du recouvrement de pensions alimentaires pour l'Ardèche, la Drôme, la Savoie et la Haute-Savoie. Elle va aujourd'hui plus loin : afin de développer le recouvrement à l'étranger, l'Aripa\* lui en a confié l'expérimentation nationale, avec deux postes supplémentaires accordés par la Cnaf. Un bon partenariat a été construit avec le ministère des Affaires étrangères. La Caf 01



#### **Bricolos écolos**

Deux fois par mois, un groupe d'habitants se retrouve au Point accueil solidarité de Belley pour une après-midi de bricolage utilitaire. Accompagnés par la conseillère en économie sociale et familiale ou l'animatrice du centre social l'Escale ou une technicienne en intervention sociale et familiale, ils créent, avec des matériaux de récupération, des objets utiles au quotidien. La créativité et le partage de savoirs étant de mise, des personnes reprennent peu à peu confiance en elles, développent des relations, le tout en revalorisant des objets qui seraient parfois partis au rebut.



#### **Les PEP 01 font tomber**

# les barrières

En levant le voile sur leur projet d'établissement de Montréal-la-Cluse, les PEP 01 ont exposé leur vision du décloisonnement des structures et des parcours.

L'implantation des locaux, à proximité du centre, du pôle scolaire, des complexes sportifs et de la maison de santé facilitera l'inclusion



uvert en 1955, l'IME de Condamine accueille des 6-12 ans avec une déficience légère ou des troubles du comportement. Alors que ces enfants fréquentent l'école ordinaire, la structure peine à faire le plein et va se repositionner pour accueillir des enfants avec tous types de déficiences et de jeunes autistes. Une évolution qui répond à la volonté de l'ARS d'augmenter le nombre de places en IME pour les jeunes les plus déficients.

Déjà, douze enfants avec troubles neuro-développementaux sont accueillis à Condamine depuis la rentrée. Pour accompagner l'évolution des publics et des accompagnements, de nouveaux locaux basés à Montréal-la-Cluse devraient sortir de terre, rassemblant IME, SESSAD. PCPE (Pôle de compétences et prestations externalisés) et CMPP (Centre médico-pédo-psychologique). Cette proximité résumera la volonté des PEP 01 de développer une plateforme de services rassemblant toute la palette de réponses adaptées au parcours des personnes accompagnées. « Pour chaque personne notifiée, les attentes et les besoins seraient recueillis par un coordinateur associatif et des accompagnements seraient proposés dans le droit commun ou les structures existants : établissement, services mobiles, accueil de jour » résume Nathalie Lyaudet, directrice de l'offre médico-sociale.

#### École inclusive

# Hors les murs

e 12 septembre, les PEP 01 ont inauguré l'unité d'enseignement externalisée de l'IME Dinamo Sco à l'école élémentaire de Maillat, faisant suite à la convention de septembre 2016 entre l'ARS et les rectorats de la région pour l'externalisation d'unités d'enseignement dans le milieu ordinaire. Depuis le 11 mars, l'unité accueille huit élèves encadrés par un enseignant et une éducatrice

spécialisée. Les temps de récréation, de repas, de détente et de jeux sont l'occasion pour les enfants de se mélanger pour faire changer le regard sur le handicap. Déjà, les retours des parents et des enfants sont positifs, faisant renouer avec une expérience positive de l'école. Questions et angoisses se sont estompées au fil des rencontres, des temps collectifs et des projets interclasses.



### UNE PRÉSIDENTE ÉLUE EN JUIN

# **ORSAC**



GOUVERNANCE

#### Dominique Lebrun

- présidente de l'Orsac
- présidente de l'URIOPSS Auvergne Rhône-Alpes, union des acteurs privés à but non lucratif et de solidarité
- ancienne directrice générale de la Mutualité du Rhône

#### L'Orsac en juin 2019 Budget 2018 par secteurs :

- 70,7 % Sanitaire (40,5 % pour le CPA seul)
- 14,1 % Adultes handicapés et insertion
- 10,1 % Jeunes
- 5,1 % Personnes âgées

Orsac 18 rue Bichat 69002 Lyon 0472567300 www.orsac.fr



Nous avons sécurisé et modernisé la gouvernance

# Donner la parole aux usagers

La nouvelle présidente de l'Orsac est une femme à l'aise avec la fonction, déterminée et attachée à la dimension humaniste de l'association.

#### PAR AGNÈS BUREAU

#### Vous arrivez à la présidence à une période de profonds changements dans la gouvernance. Que sont par exemple les conseils d'administration locaux imaginés par l'Orsac?

Ils associeront aux côtés de l'Orsac des représentants des usagers, des partenaires, des collectivités... Celui du CPA est créé depuis un an, et plus récemment celui du centre de soins de Virieu ou d'Orcet Mangini. Nos établissements du médico-social sont plus petits, nous devrons sûrement adapter et expérimenter, peut-être regrouper des CAL. En tout cas, cela rejoint une de mes priorités : comment mieux associer les usagers et les patients ? Le retard à combler est énorme, si l'on compare avec le Québec par exemple. Le sujet nous met encore mal à l'aise.

# Quels seront les dossiers prioritaires de votre mandat de présidente?

Outre la participation des usagers, il y a l'emploi. La situation est extrêmement préoccupante dans le médico-social et le sanitaire. Je le mesure aussi en tant que présidente de l'URIOPSS. Attractivité des métiers, pénibilité, pérennisation des salariés... l'Orsac doit s'atteler à cette réflexion avec d'autres associations et avec les

jeunes professionnels. Nos schémas ont sûrement vieilli! J'ajoute dans mes priorités la communication externe et l'image de l'Orsac.

# Communiquer pourquoi: l'Orsac a-t-elle des choses à prouver?

Le monde associatif dans son ensemble n'a pas une bonne image auprès du grand public, des institutions, des politiques. Il est peu et mal connu, avec une image d'amateur, ringarde, dépensière. L'économie sociale et solidaire est pourtant très dynamique, particulièrement depuis dixquinze ans, avec un poids économique important, un vivier d'emplois local et une action au plus près des besoins. Nous devons être mieux consultés et associés. Je reconnais que les freins sont aussi internes. J'ai travaillé quarante ans dans le monde de la santé dont vingt ans dans le privé non lucratif et je suis frappée de l'humilité dont nous faisons preuve.

# La taille de l'Orsac va-t-elle continuer de croître?

On va y réfléchir lors de la remise à plat de notre projet associatif. Notre dynamique actuelle est plutôt de renforcer des pôles territoriaux en complétant éventuellement notre offre pour mutualiser les moyens de support. Nous raisonnons en parcours pour les usagers plutôt qu'en développement géographique.

#### C'est la première fois qu'une femme est portée à la présidence de l'Orsac en 80 ans. Vous y voyez un signe d'évolution de l'association...?

Pas vraiment, c'est plus un concours de circonstances. Cependant je m'en félicite, et j'en suis fière. La féminisation du conseil d'administration est lente (5 femmes sur 20), les freins sont d'ordre culturel et générationnel. On compte peu de femmes ayant eu des postes à responsabilité parmi celles qui arrivent à la retraite aujourd'hui. Mais les choses changent!





L'essentiel & plus encore



— 14 communes

Le territoire\*

- 15 000 habitants
- 25 % ont moins de 20 ans.
- 3.73 % ont moins de 3 ans.
- 70 % des ménages sont des couples avec enfants.
- Population couverte par la MSA: 5.4 %.
- Population couverte par la Caf 49.52 %.
- 1 relais assistants maternels itinérant (sur 3 communes)
- 3 multi-accueils (dont l'un sera nrochainement agrandi)
- 2 acqueils de loisirs
- 10 accueils périscolaires
- 1 service de portage de repas
- 1 MSAP (maison de services au
- Total des accompagnements financiers MSA/Caf (équipements petite enfance, enfance/jeunesse, subventions) en 2018 : près de

\* Données INSFF: 2015: MSA/Caf: 2016

MSA Ain-Rhône Service Action Sanitaire et Sociale Tél. 0474459925

### UNE DÉMARCHE PARTENARIALE ET TERRITORIALE POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES FAMILLES.

# Familles, que voulez-vous?

La MSA lance une innovante dynamique de développement social local, avec la Caf et la communauté de communes Rives de l'Ain Pays de Cerdon, pour et avec les habitants.

#### PAR ANNICK PUVILLAND

e Priay à Boyeux-Saint-Jérôme et de Serrièressur-Ain à Saint-lean-le-Vieux, via Poncin et Jujurieux, le territoire Rives de l'Ain Pays de Cerdon attire de nouveaux habitants: en hausse régulière, la population de la communauté de communes se compose aux deux tiers de couples avec enfants. Une dynamique due sans doute au cadre de vie agréable et abordable, et aux services publics qui facilitent le quotidien.

Équipements petite enfance, accueil périscolaire, centres de loisirs, relais assistants maternels, contrat enfance jeunesse, portage de repas... La collectivité territoriale veille à répondre aux besoins. Le partenariat avec la MSA et la Caf est de longue date et particulièrement actif

#### Une démarche de co-construction

Mieux accompagner et répondre aux besoins des familles: c'est l'objectif des nouvelles chartes territoriales que la MSA s'engage à signer et développer avec les collectivités locales en milieu rural. C'est aussi celui du nouveau dispositif de la Caf. les conventions territoriales globales (CTG).

Plutôt que juxtaposer les deux nouveaux dispositifs. ici, en accord avec la communauté de communes, la MSA et la Caf les ont réunis en un seul en lui proposant

d'expérimenter ensemble un Proiet coopératif avec les

« C'est une démarche de développement social local qui associe tous les acteurs (habitants, associations, professionnels, partenaires institutionnels...) pour partager la connaissance du territoire, identifier un plan d'actions adaptées, les mettre en place en réajustant l'existant ou en créant de nouvelles actions, mutualiser les movens », souligne Nathalie Bover, chargée d'études Familles à la MSA Ain-Rhône. Participative et innovante, la démarche ne concerne pas seulement la parentalité, l'enfance et la jeunesse : la réflexion partagée englobe les questions de mobilité, logement, santé, vie sociale...

Signé pour quatre ans, le Projet coopératif passe d'abord par un diagnostic de l'existant et des besoins. Participatif, il va sans dire.





Projet coopératif associe fortement C'est vraiment une démarche de co-production. ×

Nathalie Boyer, chargée d'études



personnes âgées. » ranck Paris, conseiller de territoire Bugey à la Caf.



« Le Proiet a été présenté dans divers groupes de travail, aux conseils d'école... »

Hélène Soudy, coordinatrice enfance ieunesse à la communauté



la communauté de

la communauté de

#### DU DIAGNOSTIC AUX ACTIONS

# Un calendrier <mark>serré</mark>

Enclenchée en juin auprès des habitants, la dynamique du Projet coopératif avec les familles roule à vive allure.

#### **SIGNATURE LE 15 JUIN**

ous un orage de fin d'après midi, les habitants, premiers concernés, sont invités à assister à la signature du Proiet dans le cadre de la journée « Sur un air de familles ».

#### RÉUNION DE MOBILISATION DES **HABITANTS LE 26 JUIN**

Dix jours après la signature, les familles étaient conviées à débuter la co-construction du projet.

#### **ENOUÊTE AUPRÈS DES FAMILLES** EN JUILLET-AOÛT

Oue pensent et veulent les familles? Pour le savoir, rien ne vaut le contact direct. C'est la méthode adoptée pour l'enquête de besoins, dont l'organisation a été confiée à MSA Services. Du 8 juillet au 30 août, une vingtaine d'enquêteurs bénévoles, formés, se sont mobilisés avec comme objectous les services de tif de rencontrer 213 personnes de communes, dans une 20 à 49 ans (tirées au sort à partir

des listes électorales de chaque commune). Ces citovens qui ont accepté de répondre au questionnement représentent 4 % de la population concernée. Le rendez-vous pour remplir ensemble le questionnaire favorise l'échange, le partage, la convivialité

#### **ENOUÊTE AUPRÈS DES ACTEURS LOCAUX EN SEPTEMBRE**

Dans la foulée, une étude auprès des élus, des professionnels, des associations, a été menée sous forme d'entretiens

#### **RESTITUTION LE 16 NOVEMBRE**

La réunion publique ne se bornera pas à présenter la synthèse et l'analyse des données mais visera aussi, via des premiers ateliers participatifs, à définir un plan d'actions, à mettre en œuvre sans tarder. Des ateliers thématiques seront ouverts dès les semaines suivantes. Rendez-vous en 2022 pour l'évaluation.

Le Projet coopératif avec les familles

a été signé le 15 juin, lors de la

iournée Sur un air de familles.

DÉLÉGUÉ À LA PETITE ENFANCE, ENFANCE, Jeunesse et aux personnes âgées Ou'est-ce qui caractérise le territoire?

# D'où un fort partenariat avec la

MSA et la Caf?

Une forte augmentation démographique – + 37

% de 1999 à 2016 –, surtout due à l'arrivée de

prix du foncier et par les services. Pour 15 000

habitants, nous avons trois multi-accueils, tous

en régie directe depuis août. Sur les 80 salariés

de la communauté de communes, 65 travaillent

dans les services petite enfance et enfance/

jeunes couples actifs, avec enfants, attirés par le

ierre Dulaurier

Quand la communauté de communes est née en 2012, de la volonté de fusionner deux intercommunalités pour la cohérence du territoire, nous avons gardé toutes les compétences : l'accueil petite enfance, le périscolaire, les intervenants musicaux dans les écoles, le portage de repas pour les personnes âgées... Le partenariat avec la MSA et la Caf existe depuis le début. La manifestation annuelle Sur un air de familles est vraiment co-construite ensemble. C'est le germe du Projet coopératif avec les familles.

#### Ou'attendez-vous de ce projet?

L'opportunité de cette expérimentation proposée par la MSA et la Caf donne de la crédibilité à la démarche. Elle renforce les liens. C'est une co-construction, avec toujours cette volonté d'ouverture et de participation des habitants. pour mieux connaître leurs besoins, développer ensemble des réponses adaptées, en faisant émerger des compétences, en mutualisant, Chacun y amène ce qu'il veut y trouver. C'est un projet participatif et évolutif. Il n'est pas figé dans le temps!







#### **60 ANS D'INNOVATION**





#### Dates clefs:

- 3 juillet 1959: fondation de l'association d'aide aux vieillards
- 1962 : Actions contre le logement insalubre.
- 1972 : Sessions de formation pour les aides ménagères.
- 1975 : Règlement des frais de
- 1983 : Premiers postes de responsables de secteur.
- 1995 : L'Adapa devient l'Association départementale d'aide aux personnes de l'Ain
- 2001 : Service prestataire d'auxiliaire de vie pour le
- 2003 : SSIAD (Services de soins infirmiers à domicile) à Miribel.
- 2013 : Centre de relations clients et appel à projets Haisson
- 2017 : Pôle prévention et ornunes de soutien aux aidants
- 2018 : SPASAD (Service polyvalent d'aide et de soins à domicile) à Miribel et inauguration de Vis la ville à
- **2019** : Équipes à responsabilités

# La médaille D'EXPERIENCE AU SERVICE DE DEMAIN du travail (à domicile)

Devant ses salariés, anciens et actuels, des élus et des partenaires, l'Adapa a soufflé ses bougies en prenant le temps de poser ses valises pour mesurer le chemin parcouru depuis 1959 et penser à l'avenir.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

REPORTAGE PHOTOS FLORENCE DAUDÉ

n soixante ans, les transformations ont été conséquentes, de la gestion par les assistantes sociales des premiers temps à la mise en place de responsables de secteur et d'équipes à responsabilités élargies. Même la pvramide, symbole de l'Adapa depuis plus de trente ans, a cédé la place à un nouveau logo suggérant le mouvement, le dynamisme et l'humain.

#### Des parcours variés

À l'origine, les aides ménagères employées par l'Adapa étaient soit peu qualifiées et entrant sur le marché de l'emploi, soit en reprise d'activité, soit arrivées récemment en France. La majorité travaille à temps partiel, les rémunérations varient chaque mois, la couverture sociale est limitée et, jusqu'en 1975, les frais de transport ne sont pas remboursés.

#### Développer une équipe

Première responsable de secteur en 1983. Françoise Joud-Voulhoux recherchait chez les aides à domicile des connaissances, un profil social, un sens de l'organisation, de l'humain et de l'observation. « À mon arrivée, il y avait

une grande équipe mais c'était surtout de l'aide de voisinage. Je voulais leur donner suffisamment d'heures pour les fidéliser, » Progressivement, partage des heures. travail d'équipe et harmonisation s'imposent. Pour **Brigitte Boisson-Evrard**, ancienne responsable de secteurs d'Ambérieu. le collectif était essentiel. « Le travail est très riche en contact, ce qui m'a plu. Il faut être à l'écoute des personnes et des salariés. » En 27 ans, elle a connu l'ère du papier et du crayon, des salariés à pied ou en mobylette ainsi que l'évolution vers l'informatique et la structuration. Les années quatre-vingt-90 ont permis aux salariés d'obtenir un statut et une certification. Le temps de travail et les salaires sont devenus plus stables. « En 1995, on faisait essentiellement le ménage mais les publics et les besoins ont changé et il faut continuer de se former » résume Christine Salomon, auxiliaire de vie sociale. La formation permet une montée en compétences des professionnels, une valorisation auprès des bénéficiaires et permet de répondre à leurs besoins. « Un jour, il faudra médailler les aides à domicile. La société leur doit beaucoup » conclut **Christophe** 



# Des mots, des notes, des photos, des rires.

Muriel Luga Giraud première vice-présidente du CD 0-1



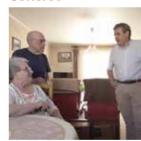
Muriel Luga Giraud a relevé la qualité du partenariat avec l'Adapa basé sur la confiance, les valeurs humaines et l'innovation avant d'insister sur les enieux futurs. « C'est un métier difficile. méconnu mais passionnant qui connaît des difficultés de recrutement inquiétantes. Nous agissons sur l'information, la communication et la formation. »

#### Olga Givernet députée **Essentiel**



En juin, Olga Givernet s'est glissée une journée dans la peau d'une auxilliaire de vie sociale et a découvert un travail essentiel aux bénéficiaires et à leurs familles, pouvant compter sur des salariés attentionnés. « le me rappellerai ces moments lorsque nous aborderons les sujets du grand âge, des aidants et de l'économie sociale et solidaire ».

#### Xavier Breton député Concret



Xavier Breton a aussi vécu la vie d'une auxiliaire de vie sociale. « Nous ne pourrons plus en parler de la même manière car nous avons vécu l'expérience ». Il a été marqué par l'empathie, l'adaptation aux personnes aidées et le professionnalisme des intervenants, se traduisant par des gestes très concrets, au service des autres.

#### Christelle Roudaut responsable du nôle développement et innovation Compétentes



Les intervenants à domicile ne compensent plus seulement la perte d'autonomie mais s'inscrivent dans une démarche globale d'identification des risques et de développement de réponses. « Il faut valoriser les aides à domicile comme acteurs de prévention. montrer leur qualité d'écoute, d'observation, de remontée, d'analyse ».

#### Martine Verne directrice de l'Adapa Indispensables



« Les aides à domicile iouent un rôle essentiel dans l'accompagnement du parcours de vie des bénéficiaires et doivent, à ce titre, être en articulation avec les professionnels de santé dans une logique de coordination. Cette articulation sera essentielle pour répondre notamment au virage ambulatoire. »

#### Marc Dupont président de l'Adapa Évolutive



Marc Dupont a préconisé des parcours sans rupture pour les bénéficiaires et les professionnels, « Nous travaillons sur l'attractivité, la qualité de vie au travail mais un des enieux clefs reste le financement du secteur: il faudrait iniecter 1.5 à 2 milliards d'euros pour être à la hauteur » ajoute Marc Dupont, appelant à une offre plus diverse, fluide, simple et





Les interventions décalées des Bataclowns ont illustré l'histoire de l'aide à domicile avec humour et sans retenue



Le concours photo a rassemblé 194 clichés déposés par 61 salariés 6 photos ont été récompensées (3 par un jury et 3 par le public).



Un livre retrace 60 ans d'histoire de l'Adapa à



#### **CPA**: toute une histoire **Anti-fracture numérique**

La CSF de l'Ain propose des ateliers d'initiation au numérique pour les personnes âgées, composés de quinze modules pour permettre une réelle progression. de l'utilisation de la souris aux réseaux sociaux. Quatre sessions sont prévues en 2019/2020, à partir du 15 octobre.

Tél. 0474229105 ou 0602596919

#### **ADMR** Portes de la Dombes

L'ADMR d'Ambérieux-en-Dombes est heureuse d'annoncer l'arrivée d'un président, Gilles Mourier, après avoir passé deux ans « sous abri » de la fédération de l'Ain. L'équipe de bénévoles et de salariés a retrouvé son dynamisme et a intégré de nouveaux locaux plus agréables, modernes et fonctionnels, en plein centre du village, au 70 rue Gombette.

Tél. 0474080131

#### **Culture pour tous**

Les uns offrent des places pour un spectacle (concert, théâtre, festival...), les autres les proposent à des personnes en précarité. Le 24 septembre, la billetterie solidaire Culture pour tous a réuni ses coopérateurs culturels et sociaux, pour se rencontrer et échanger sur le dispositif. Une journée à renouveler l'année prochaine.

Tél. 0474453836 culturepourtous@alfa3a.org



## Croix-Rouge de l'Ain

# Dentiste sur roues

Le 29 juin, la délégation départementale accueillait le président national, Jean-Jacques Elediam, pour une double inauguration.

ans la foulée du cabinet médical itinérant qui sillonne l'Ain depuis 2015 pour des actions de prévention et soins, la Croix-Rouge de l'Ain a mis en place une unité mobile dentaire. Inauguré en présence du président national, à Saint-Nizier-le-Désert, l'ex-camion poids lourd transformé, avec salle d'attente, bureau et salle d'examen, a de même un double objectif: prévention et soins de premier recours pour les publics précaires et fragiles. Les tournées s'organisent en lien avec les relais locaux (associations. centres d'hébergement, ateliers santé ville...). L'action vise aussi à faciliter l'accès aux soins, en partenariat avec la CPAM. Les dentistes bénévoles souhaitant rejoindre l'action de prévention sont les bienvenus.

À Saint-Maurice-de-Beynost, c'est le ruban des nouveaux locaux de l'unité locale Dombes-Côtière qui a

été coupé. La nouvelle implantation à la cité des Folliets, sur 200 m² d'un immeuble Semcoda, le loyer étant pris en charge par la communauté de communes, a notamment permis de créer une vestiboutique ouverte à tous. « De mi-décembre à juillet, quatre tonnes de marchandises ont été traitées. C'est aussi un lieu d'échange, de lien social » souligne Nadia Nasri, présidente de l'unité locale.



### **Anti-fraude au RSA**

# Des impacts positifs

'n place depuis quatre ans, le plan départemental de lutte contre la fraude et pour la gestion rigoureuse du RSA montre des impacts positifs, tant sur l'appropriation de la notion de devoirs par les bénéficiaires du RSA que sur les économies générées, avec un total des sommes non versées ou à recouvrer dépassant 3.6 m€.

En 2018, suite aux contrôles d'éligibilité à l'allocation. 187 bénéficiaires ont eu une suspension de leur droit pour documents non retournés ou incomplets.

Sur les 2514 bénéficiaires convoqués par le Groupement départemental anti-fraude (GDAF) dans le cadre

du contrôle du respect des droits et devoirs. 910 ont été sanctionnés. dont les deux tiers n'ont pas cherché à lever leur sanction. Côté gestion des fraudes, le Département a déposé 5 plaintes (pour un indu d'au moins 15 000 €). 210 demandes de remise de dette celle-ci n'étant accordée qu'en cas de créance non frauduleuse - ont été reçues, soit une baisse de près d'un

Afin de renforcer le plan de lutte, les modalités d'évaluation des travailleurs indépendants seront révisées. Autre mesure: limiter les absences du territoire français et départemental à 35 iours pour les bénéficiaires soumis aux droits et devoirs.





# Un mal pour un bien?



DOSSIFR ALAIN GILBERT CHRISTOPHE MILAZZO ANNICK PUVILLAND

Front uni! Le 5 octobre 2017, tous les opé- et Dynacité), et des acteurs actifs, inventifs rateurs du logement social dans l'Ain se retrouvaient dans les salons du Département, avec l'onction de son président d'alors, pour une conférence de presse très unitaire. Il Pas de k.-o. ni de genou à terre donc après ce s'agissait d'exprimer d'une seule voix l'opposition des constructeurs et bailleurs à deux pelle « l'uppercut ». Le logement social est un lois « scélérates »: la loi Élan qui oblige à des regroupements d'organismes de moins de 12 000 logements et la loi de finances qui continue d'engendrer des manques à gagner. Le gouvernement, qui savait appuyer là où il le fallait, reprocha aux protestataires, depuis longtemps dans le viseur des réformes et de Bercy, de crier avant d'avoir mal.

Ils ont réagi, en ordre dispersé. Chacun à sa manière. Pas surprenant dans un département engagé de longue date dans l'aide à la pierre – un soutien fort et ciblé au logement social –, un département qui compte deux opérateurs d'envergure régionale (Semcoda

qui produisent des habitats bien adaptés et de qualité (comme Bourg Habitat et Alfa3a).

que Marc Gomez, le patron de Dynacité, apcombat. Il continue malgré ces lois qui commencent depuis l'an dernier à produire leurs effets. Nous voulions mesurer leur impact. Prudents, nos interlocuteurs préféraient attendre. Ils préparaient leurs propres réponses à toutes ces questions.

À l'opposition commune ont succédé des positions individuelles. Chacun fait le point deux ans après l'annonce des mesures : malgré leurs conséquences financières néfastes, ces deux lois ont obligé les organismes à faire avec et à se remettre en cause. Il ne faut pas pousser beaucoup nos interlocuteurs pour qu'ils disent que c'est, finalement, une bonne chose,

# DOS

# De nouveaux **outils**



#### Renouvellement urbain

Adoptée en avril 2019, la nouvelle politique logement du Département en faveur du parc public prévoit une aide forfaitaire aux opérations de renouvellement urbain de : 2 000 € par logement démoli, 3500 € par logement réhabilité (avec un coût minimum de travaux de 20 000 € HT par logement), 3 000 € par logement PLUS reconstitué et 7 000 € par logement PLAI reconstitué.

#### Lutte contre l'habitat indigne

Elle était déjà bien enclenchée dans l'Ain avec, dès 2011, un pôle départemental actif réunissant divers partenaires: État, Département, DDT, Caf, ADIL, Soliha, communes... La loi la renforce et accentue les poursuites envers les « marchands de sommeil ». En projet dans l'Ain, un numéro unique de signalement d'habitat indigne (0806 706 806) a été créé par le ministère du logement et l'ANIL en septembre.

#### Cœurs de ville

La loi a créé un nouvel outil, à disposition des collectivités locales, pour faciliter la rénovation de logements et locaux en cœurs de ville: l'ORT (opération de revitalisation du territoire), qui permet une défiscalisation Denormandie, attractif levier pour l'investissement locatif.

# Des clés pour OUVrir le débat

Responsable du service logement au Département, PIERRE USÉO est un observateur attentif de ce secteur d'activité. L'occasion de rappeler le rôle moteur de l'assemblée en matière d'aides à la pierre dont elle assume la compétence.

# Quels impacts a la loi Elan sur le logement social dans l'Ain?

Les rapprochements imposés aux organismes de moins de 12 000 logements sont en cours: Bourg Habitat s'est mis en lien avec d'autres bailleurs de la région, Ain Habitat au sein de sa fédération des Coop'HLM, Logidia avec Halpades, la Thoisseyenne avec Dynacité.

Les impacts sont surtout liés à la loi de finances 2018, avec la réduction de loyer de solidarité (RLS) et la hausse de la TVA, passée de 5,5 % à 10 %. Les bailleurs sociaux sont en grande difficulté pour trouver les équilibres financiers, ce qui les amène à réduire leur production. Une réduction renforcée dans l'Ain par la situation délicate de la Semcoda, qui produisait la moitié des logements dans le département. Les opérateurs se désengagent sur les zones les moins tendues, pour ren-

forcer leurs projets sur les zones tendues comme le Pays de Gex ou la Côtière.

L'équilibre d'une opération se fait sur quarante ou cinquante ans. De petits projets sur des communes sont malheureusement abandonnés, ne sont plus possibles, même avec un apport foncier gratuit. L'objectif annoncé de la loi est de construire plus mais on est plutôt dans l'inverse.

## La loi incite les bailleurs sociaux à vendre

Ils doivent renforcer leur politique de vente, s'intégrer dans un système où le niveau de vente doit permettre de réinvestir dans la production. Mais pour produire un logement, il faut dix mises en vente! Les logements en vente sont soumis à des conditions (ancienneté, qualité énergétique, pas de gros travaux...). Ils doivent être inscrits dans les conventions d'utilité sociale signées avec les collectivités. Les plus vendables se trouvent souvent sur des secteurs où elles n'ont pas la volonté de vendre. ont besoin de conserver du locatif social, comme le Pays de Gex, qui est l'un des trois en France en zone A\* avec la Côte d'Azur et la région parisienne. Il y a une contradiction dans la politique nationale. On verra le résultat dans quelques années mais à court terme, nous produirons moins de logement dans l'Ain alors que les familles en ont besoin.

Autre effet: la majorité des programmes sur les secteurs tendus se font en VEFA mais si les bailleurs ne



Pierre Uséo, le Monsieur chiffres du logement dans l'Ain que dispense son observatoire

peuvent plus construire, des opérateurs privés viendront.

# Les aides à la pierre ont-elles changé?

Le Département a révisé sa politique d'intervention sur le parc public : les aides seront plus fléchées sur la réhabilitation favorisant la mixité sociale, moins sur la production neuve dans les secteurs où le logement social a déjà une part importante du parc. Le budget total des aides à la pierre reste stable et important : 7,8 m€, dont plus de 5,7 m€ pour le parc social.

Il se cumule avec l'aide aux opérations ANRU (La Plaine/La Forge à Oyonnax, le Pré des Saules à Bellignat, les Courbes de l'Albarine à Impérieux, le Pont des Chèvres/Grande Reyssouze à Bourg), soit plus de 8 M€ sur les cinq ans à

L'aide à la construction est limitée à 1325 logements, dont 1000 en PLAI et PLUS\*\*, et recadrée selon les zones: 35 % de PLAI en zone équipée (transports, services, commerces...), 20 % en zone non équipée. Un taux maximum de PLS a été fixé à 20 ou 25 %. Dans le Pays de Gex, le PLH l'a prévu à 10 %. La production de PLS a été très importante ces dernières années mais ne répond pas à la demande sur la majorité des secteurs, avec des loyers au niveau du marché, qui peuvent déséquilibrer le parc privé.

\* La carte de zonage, définie par l'État en 2014 et prochainement révisée, classe en zone A (très tendue) le Pays de Gex, B (tendue) le Côtière, Ambérieu-en-Bugey, Bourg-en-Bresse, Oyonnax, et C (détendue) le reste de l'Ain.

# Pôle immobilier d'Alfa3a A un tournant

Bailleur avec ses agréments de maitrise d'ouvrage d'insertion et d'ingénierie sociale mais pas office public de l'habitat, Alfa3a est impacté indirectement par les évolutions législatives. Détails avec VÉRONIQUE LETENEUR, directrice du pôle immobilier.

#### **Ouelles mesures concernent Alfa3a?**

Le relèvement de la TVA de la loi de finances impacte directement le prix de revient des opérations compliquant l'atteinte d'un équilibre financier. Nous avons travaillé sur un cahier des charges précis sur les prescriptions techniques et l'organisation spatiale pour diminuer les coûts de constructions sans impacter la qualité du bâti et le bien-être des résidents. Nous ne sommes pas impactés par la réduction de loyer de solidarité ni la baisse des APL.

# Étes-vous concernés par le seuil des 12 000 logements ?

Non. Le socle du pôle immobilier est le logement accompagné qui nécessite une proximité forte avec les résidants. La taille des opérateurs dans ce domaine est en général sans commune mesure avec celles des principaux bailleurs sociaux.

## La loi Élan soutient-elle le logement accompagné?

Elle vise à répondre aux besoins en logement, notamment pour les plus précaires. Les mesures pour des réponses rapides, avec de moindres contraintes ou en faveur du logement intergénérationnel se rapprochent du logement accompagné. L'État s'intéresse de plus en plus au potentiel du logement accompagné existant qui va rentrer dans le RPLS. Nous sommes sollicités pour participer à une démarche partenariale et concertée, rejoignant nos attentes et permettant de remplir au mieux nos missions. L'État porte aussi le plan « logement d'abord » pour développer



les logements très sociaux, porter la production de PLAI à 40 000 par an et ouvrir 10 000 places en pension de familles sur cinq ans. Mais la répartition des places n'est pas toujours en adéquation avec les besoins des territoires. Dans l'Ain, nous travaillons à un rééquilibrage des places.

#### Comment s'adapter à la réalité?

Nous sommes à un tournant dans le financement et la gestion du logement social. Aux questions du financement des opérations neuves s'ajoutent les futures réhabilitations lourdes. Les propriétaires bailleurs souhaiteront-ils poursuivre leur implication? Les gestionnaires de logements accompagnés pourront-ils supporter les augmentations de redevance? Nous devrons évoluer et repenser les liens entre bailleurs et gestionnaires. Déjà, nous pouvons nous positionner comme actionnaires dans les sociétés anonymes de coordination pour travailler plus finement avec les propriétaires. Mais au niveau national, aucun gestionnaire n'a franchi le pas.

· Répertoire du parc locatif social



# Questions **en marge...**

#### Un trésor caché?

« Nous avions des réserves qui nous ont permis d'ajuster notre plan stratégique en 2017. Il représentait 90 m€ à programmer sur 10 ans. La loi de finances 2018 nous a obligés à réajuster nos priorités, à renoncer à certains projets, à appréhender les opérations de rénovation plus dans l'échelonnement et en intégrant les attentes des locataires. »

# Les investissements, c'est fini?

« Non, ils oscillent toujours entre 18 et 20 m€ par an, mais pour les maintenir, nous puisons dans nos réserves. Nous pensions tenir jusqu'en 2023, mais un plan de soutien de la Communauté d'agglomération de Bourg nous a permis de passer la période critique. Je vais pouvoir reprendre en 2020 une prospection raisonnable et raisonnée. En 2025, nous aurons réhabilité la quasi-totalité du parc. »

# D'autres sources de financements?

« La loi nous y invite. Nous le faisions déjà, dans le cadre de la rénovation urbaine. Nous venons de manifester notre intérêt à un projet de la Région de création de logements pour les femmes victimes de violences. »

#### Les loyers ont-ils baissé?

« Les loyers, non, les recettes, oui. Alors que les loyers n'avaient pas augmenté en 2017 ni en 2018, l'application de la RLS (réduction de loyer de solidarité destinée à maintenir le pouvoir d'achat suite à la réduction des APL) aura engendré en 2019 un moins-perçu d'un million.



En juin dernier, Bourg Habitat se rapprochait de Mâcon Habitat, Ardèche Habitat et Ophéor-Roanne. Une entente qui préfigure la création d'une SAC (société anonyme de coopération) exigée par la loi Élan pour les bailleurs sociaux de moins de 12 000 logements. Mais il ne suffit pas de se ressembler pour s'assembler. Décryptage avec MARINE DANIEL-CHOSSON, directrice générale de Bourg Habitat.

#### Mariage forcé?

Non, les futurs époux se sont choisis. Nous en sommes aux fiançailles et travaillons ensemble pour que le contrat de mariage soit le plus gagnant-gagnant possible.

#### Un mariage à quatre, c'est vivable?

C'est largement possible et vivable si les choses se disent et s'inscrivent clairement dans une contractualisation.

#### L'éloignement n'est pas un obstacle?

Il nous oblige à être agiles dans notre fonctionnement, à l'heure du digital, de la visioconférence et d'Internet. On se reçoit aussi à tour de rôle. Nous sommes sur le point de trouver un point de rencontre près de la gare de Lyon Part-Dieu.

## Quels étaient les critères de rapprochement?

Une des orientations données par le conseil d'administration était de créer une SAC avec d'autres organismes d'agglomération, ce qui est le cas de Mâcon et Roanne. Ardèche Habitat a une dimension départementale mais partage les mêmes valeurs que nous. Nos patrimoines se situent entre 5 000 et

7 000 logements. Aucun n'a de volonté hégémonique. Nous avons des relations apaisées et nos élus, de bords différents, partagent la même volonté: préserver le lien avec leur territoire et bâtir un projet commun, qui a du sens, tout en respectant la loi.

#### Un pour tous?

Nous allons harmoniser nos pratiques, mais les orientations prises sur un territoire appartiennent à ses élus. Nous allons mutualiser, créer des services particuliers mais transversaux comme la vente de patrimoine ou le contrôle de gestion, en nous appuyant sur les points forts de chacun.

## Ce rapprochement, c'est une bonne chose?

Nous aurions dû y penser plus tôt. La loi nous y contraint. C'est une opportunité. À quatre, avec 25 000 logements, on peut envisager des projets que nous ne pouvions mener seuls. Je dois avouer que c'est stimulant. Mais je n'oublie pas l'inquiétude générée en interne (et presque dissipée).



Pour la Semcoda, obligée de ralentir le rythme de ses opérations et d'assainir sa situation financière, l'arrivée des lois de finances, c'est un peu la double peine. D'autant que ses mesures pénalisent ceux qui construisent et contribuent à l'aménagement du territoire. Explications et perspectivesavec son directeur, BERNARD PERRET.

#### La loi encourage la vente de patrimoine. Ce n'est pas une nouveauté pour vous.

Notre service dédié vend de 150 à 200 logements par an, et ce, depuis longtemps. C'est une bonne jauge: côté locataire, il faut une offre attractive et un accompagnement attentif. Côté Semcoda, nous dégageons une plus-value avec la vente de logements bien situés, bien entretenus ou réhabilités et, souvent, amortis. Elle nous amène du cash et consolide nos fonds propres.

#### Pouvez-vous vendre plus?

Même avec un service dédié très performant, on ne peut vendre que 10 % de ce qui est en portefeuille. Pour vendre 200 logements, il en faut 2 000 en stock. Certes, les taux de crédit sont favorables et notre politique volontariste, mais il faut du temps. Pour le locataire qui mûrit sa décision, pour nous qui devons attendre que les logements se libèrent.

# Quel est le prix de la loi de finances pour vous?

Quatre millions pour la compensation de la RLS. Nous sommes moins

impactés que d'autres qui ont un parc plus social. En revanche nous sommes plus impactés qu'eux pour la cotisation à la caisse de garantie, la CGLS: nous déboursons 4 m€ de plus, donc 8 au total. Troisième impact: la TVA qui passe de 5,5 à 10 % sur les opérations. Comme nous avons inscrit le développement au cœur de notre stratégie, nous en avons vu les effets au 1er janvier 2018. En conséquence, un tiers de nos projets a été arrêté, un tiers retravaillé, un tiers engagé. L'impact est très fort pour les territoires: pour certaines communes, ce fut la douche froide!

#### Avez-vous un trésor de guerre?

Notre trésor, c'est notre patrimoine, sa qualité, son emplacement. Mais attention de ne pas tuer la poule aux œufs d'or.

#### Trouvez-vous des vertus à ces lois?

C'est bien d'avoir imposé des seuils et de poser un cadre pour la vente de patrimoine, la lisibilité du métier, ses orientations et nos missions. En revanche, sur l'aspect financier, ces mesures ont été d'une brutalité incompréhensible.



# Remue**méninges**

Le 80° congrès HLM organisé à Paris par l'Union sociale pour l'habitat, en septembre dernier, s'est forcément penché sur les effets des lois engagées depuis 2017 et sur la poursuite de la décentralisation.

Des organismes sont venus témoigner des stratégies et solutions nouvelles mises en œuvre pour que les HLM restent « un modèle français », capable de répondre aux défis que lui impose le gouvernement. Pour qu'ils arrivent aussi à se positionner sur une ligne de crête délicate: d'un côté rester social en améliorant la gestion de l'offre et la relation avec le locataire, de l'autre ouvrir sur le privé en vendant du patrimoine à des clients, en concevant aussi des logements que les acquéreurs en accession sociale pourront configurer. Dans la boîte à idées du congrès, il a été question de développer l'activité de syndic pour garder la main sur le patrimoine, de sécuriser le parcours d'accession. de multiplier les conseillers capables d'accompagner les locataires qui se paupérisent ou évoluent dans leur parcours locatif, de mettre en place des plateformes numériques qui accélèrent le traitement

Beaucoup de ces idées ont déjà été conçues, testées et adoptées par les bailleurs de l'Ain.

d'une intervention ou négocient en bloc des contrats

#### Ouel en sera l'impact?

d'assurance, par exemple.

Aujourd'hui, le bâtiment va bien: il continue sur la lancée des chantiers ouverts il y a deux ans. Mais après? Je crains pour les entreprises. L'impact se fera sentir en 2021; j'en veux pour preuve le plan de charge des architectes qui interviennent en amont. Ils sont dès aujourd'hui très touchés.

#### Et pour la Semcoda?

En 2019, nous mettrons en service 1900 logements programmés en 2017, j'allais dire en vitesse de croisière. À parti de 2020, nous verrons la voilure se réduire fortement. Il nous faudra gérer à effectif constant ces 10 % de patrimoine en plus.



# Questions en marge...

#### Des évolutions législatives qui ne vont pas assez loin?

« La loi de finances, c'est 10 millions de ressources en moins en 2018: 12 millions cette année. À long terme, les impacts sont forts et pénalisants. Mais la loi ÉLAN a clarifié les pratiques et ouvert de nouveaux champs d'activité. J'aurais même voulu qu'elle aille plus loin. »

#### Le regroupement des bailleurs, une bonne idée?

« Rationaliser, travailler avec les offices municipaux (Dynacité a intégré ceux d'Oyonnax, Ambérieu et Bellegarde) est dans notre culture. Le problème est d'imposer le regroupement sur tout le territoire national. Des offices de moins de 12 000 logements avec une efficience de gestion sont contraints de se regrouper. Mais il y a intérêt à mutualiser, au-delà du modèle SAC. Dynacité réfléchit avec d'autres bailleurs sur des communautés d'intérêt pour une approche globale. »

#### La vente de logement, est-ce une bonne idée?

« Dynacité le fait depuis quinze ans, mais je ne crois pas qu'il soit urgent de l'augmenter. Vendre pour des raisons de stratégie ou d'affichage peut déstructurer le marché. Il faut savoir raison garder, considérer le panel d'acheteur, les secteurs et travailler avec les élus. Sinon, il y a un risque d'atomiser les ventes et de créer des copropriétés dégradées. »

## Un nouveau modèle pour Dynacité:

# « Les bailleurs, sont un rempart.»

Pour ne pas subir les effets de la loi Élan et de la loi de finances, MARC GOMEZ, son directeur général, explique pourquoi Dynacité a fait le choix de saisir de nouvelles opportunités.

#### Comment Dynacité s'adapte à la nouvelle donne?

Nous devons préserver l'entreprise et créer un nouveau modèle pour être autonome financièrement et durablement. Fin 2017, j'ai présenté au conseil d'administration des stratégies d'évolution en lien avec la loi ÉLAN. La loi de finances et son impact sur l'autofinancement ont minoré notre capacité à construire du logement locatif social. Depuis nous avons créé une filiale de logements intermédiaires avec des fonds privés qui dégagera des moyens financiers pour le logement locatif social. Nous travaillons sur d'autres business models pour renouveler nos fonds propres. C'est un schéma vertueux où nous ne sollicitions pas les collectivités.

#### Des arbitrages ont-ils été nécessaires? Nous n'avons pas ralenti les réhabilitations: plus de 1000 logements



cette année, 500 en 2020. Il ne faut pas créer d'iniquités sociales ni spatiales. Aucune opération nouvelle ou de réhabilitation n'a été arrêtée; elles ont été retravaillées dans le temps. À Oyonnax et Ambérieu, nous avons des projets de qualité avec l'ORT (Opération de revitalisation du territoire). Nous gérons les projets ANRU de plus de 180 millions d'euros sur Oyonnax, Rillieux, Vaulx-en-Velin, Ambérieu et Bellignat.

#### **Comment s'annonce l'avenir?**

Dynacité va bien. Notre modèle économique a évolué mais nous ne serons pas en difficulté financière. Il faut continuer d'agir différemment: nous réfléchissons avec des partenaires financiers privés, des associations pour créer des sociétés à capital où chacun aurait sa quote-part. L'idée n'est pas de financiariser le logement social mais d'être dans l'opportunité, d'innover avec de l'argent privé et des accords mieux maîtrisés pour continuer notre mission d'intérêt

#### Finalement, ces évolutions ont été une opportunité d'innovation...

Dès 2015, nous voulions créer un groupe immobilier. 2018 a été un accélérateur, passé l'uppercut de la loi de finances mais il faut être prudent. Les bailleurs sont un rempart de la société civile. La valeur ajoutée du bien que l'on apporte dans les territoires n'est pas pleinement mesurée. Nous sommes des acteurs de territoire et un réel facteur de cohésion sociale.

Marc Gomez n'avait pas caché ses



#### Appartements - Maisons - Studios - Chambres

meublés - non meublés

Conventionnés APL Sans frais d'aaence

dans l'Ain

DISPONIBILITÉS et demande de loaement sur www.alfa3a.org

# Nos logements

- Ambérieu-en-Bugey 04 74 34 61 66
- Belley 04 79 81 03 56
- Bourg-en-Bresse 04 74 22 03 53
- étudiants 04 74 23 63 99 - accueil jeunes 04 74 23 12 62
- Ferney-Voltaire 04 50 40 78 02

Parc de 300 **logements** locatifs

Plus de 3 250 **logements** meublés en résidences

- Miribel 04 78 55 39 89
- Oyonnax 04 74 77 48 07
- étudiants 04 74 77 10 04
- Saint-Genis-Pouilly 04 50 42 13 66

## Vous cherchez des **SOLUTIONS EFFICACES** ET PERSONNALISÉES

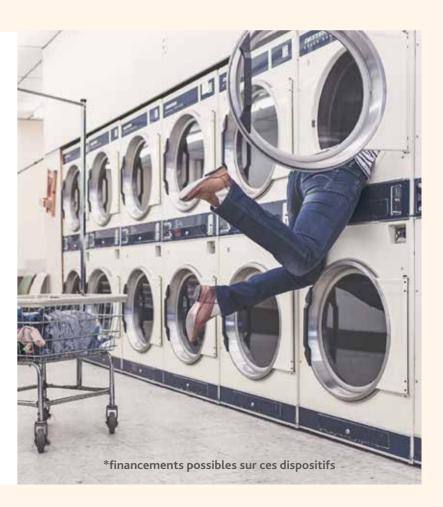
pour améliorer la performance de vos équipes?

#Appuiaurecrutement\* #Améliorationdelaqualitédevieautravail\* #Servicesocialenentreprise #Médiationprofessionnelle

#### Optez pour 3a Conseils PARTENAIRE LOCAL **RÉVÉLATEUR DE TALENTS!**



www.3aconseils.fr 04.74.24.69.49





# Besoin de communiquer?

Contactez la régie publicitaire d'Interaction : **06 09 31 29 47**